

et peuples opprimés, unissez vous

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

25 JUIN 75 - nº 162 B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source

2F

# L'affaire Republica :

# SES RETOMBEES EN FRANCE

A publication par le « Quotidien de Paris » d'un supplément rédigé par les journalistes du « Republica », le journal portugais proche du PS, a relancé, de nouveau la querelle PS-P«C». A peine moins d'une semaine après la rencontre Marchais-Miterrand-Fabre, le « sommet » destiné à relancer la dynamique de « l'union de la gauche », la polémique a de nouveau pris un tour d'âge. Mais qu'y a-t-il de neuf pour les travailleurs dans la reprise ouverte de cette querelle ?

Une chose est claire : cette publication, les dirigeants du « Quotidien de Paris » proches du PS savaient bien à quelle opération politique ils se livraient. Depuis plus d'un mois, partis de la majorité présidentielle et parti socialiste avaient fait de cette « affaire du Republica » un cheval de bataille pour contrer l'offensive du P«C»F sur le thème des libertés. En effet, à peine les dirigeants révisionnistes faisaient-ils connaître leur projet de « Charte des libertés », véritable mouture remaniée de la constitution bourgeoise de 1789, que les hommes des partis de la majorité et ceux du PS se relayaient pour faire connaître le rôle joué par le P«C»P dans l'interdiction de parution du « Republica » et exiger de Marchais un choix dans cette affaire conforme à ses déclarations sur les libertés. Depuis, effectivement, la tentative de Marchais de rallier grâce à sa déclaration sur les « libertés » bourgeoises, des couches de la petite bourgeoisie, a fait long feu ; il n'a pas suffit pour le P«C»F de renier une fois de plus et avec insistance le passé de l'URSS socialiste de Lénine et Staline. Se plaçant complètement sur le terrain de la bourgeoisie, le P«C»F n'est pas, pour défendre la démocratie bourgeoise, un aussi bon garant que les partis bourgeois traditionnels. Placé sur la défensive par les questions sur le « Republica », le P«C»F ne fait que s'y enfoncer avec les textes du « Quotidien de Paris ». Cest ce que visait Tesson, le directeur de ce journal, c'est ce qu'a approuvé Mitterrand en trouvant « judicieux » la publication de textes du « Republica » dans le journal de Tesson. Ainsi plus que jamais, le PS tient à maintenir avec le P«C»F des lignes de démarcation suffissament importantes pour pouvoir justifier un jour ou l'autre, si les circonstances l'exigent, la rupture de « l'union de la gauche » et sa participation au gouvernement sous l'autorité de Giscard.

Le P«C»F qui voit ainsi saborder la campagne sur les libertés qu'il venait juste d'entamer, a protesté contre la publication dans « le Quotidien de Paris » des textes du « Republica ». Accusant Soares et Tesson de diffuser de fausses nouvelles, il conteste l'authencité d'un document publié par « Republica », relatant les directives des révisionnistes soviétiques au P«C»P. Comme s'il était nécessaire de savoir si le document publié était ou non authentique, pour être sûr des pressions du social impérialisme soviétique sur le P«C»P.

Toute l'histoire des relations entre le P«C» d'URSS et les P«C» ouest européens, depuis qu'ils ont dégénéré en partis révisionnistes, est jalonnée par les pressions et les menaces du P«C»US sur les partis « frères » pour en faire des auxiliaires zélés de sa politique et particulièrement de ses tentatives de pénétration en Europe de l'Ouest. L'exemple du Portugal est particulièrement clair : le social impérialisme apporte un soutien multiforme (politique, financier...) au P«C»P de Cunhal et s'appuie sur lui pour étendre sa pénétration dans ce pays ; lequel P«C»P a toujours soutenu les initiatives politiques du social impérialisme soviétique, y compris lors de l'agression en Tchécoslovaquie. L'exemple de la conférence sur les partis révisionnistes d'Europe que le social impérialisme tente de mettre sur pied pour réaffirmer son autorité sur ces partis et les utiliser au gré de sa politique en est une autre illustration : le P«C» d'Union Soviétique tente de prévenir le polycentrisme qui se manifeste dans le camp des partis révisionnistes et amène des partis comme les partis italien et espagnole à prendre des positions ouvertement contradictoires avec le P«C» d'Union Soviétique I

Le P«C»F qui nie ces pressions et ces manœuvres du social impérialisme soviétique, est pourtant bien placé pour les connaître. Sa direction est en proie à des contradictions des plus importantes, des divergences sur la tactique à adopter vis-à-vis de l'URSS se manifestent de plus en plus fréquemment : faut-il s'en démasquer nettement pour progresser électoralement en France, faut-il au contraîre coller à ses initiatives ? Le P«C»F qui est aujourd'hui principalement le défenseur des intérêts de l'impérialisme français est bien placé pour savoir qu'il existe en son sein des éléments serviteurs attitrés du social impérialisme soviétique ; par exemple, l'élection récente de Kanapa au bureau politique est édifiante de ce point de vue, puisque cet individu est connu pour avoir fait toute sa « carrière » dans le P«C»F en

# Câbles de Lyon :

# "CGE ASSASSIN"

" NOUS ACCUSONS

 Monsieur Ambroise Roux,
 Vice-président du CNPF et PDG de la CGE dont dépend les Cables de Lyon.

Monsieur Poniatowski, Ministre de l'Intérieur.

De vouloir : Non seulement refuser la satisfaction des revendications, mais de se livrer à des provocations pouvant aller jusqu'à L'ASSASSINAT DE TRA-VAILLEURS. (Extrait du tract CGT-CFDT appelant à la manifestation).

SEPT travailleurs fauchés par une voiture conduite par un assassin qui, d'après les témoignages que nous avons pu recueillir, appartient droit à la CGE. SEPT travailleurs à l'hôpital dont cinq souffrant de traumatismes ; l'un d'eux est toujours dans le coma à l'hôpital Bichat et ses jours sont en danger. SEPT travailleurs marocains parmi les centaines d'autres de toutes nationalités qui, depuis le

matin, manifestaient devant l'usine contre l'intervention des CRS et l'évacuation de l'usine. Ignoble, lâche, fasciste... Les travailleurs des Câbles n'avaient plus de mots pour exprimer leur colère; il n'avait pas fallu de discours pour que chacun comprenne, pour que très vite apparaisse sur la porte de l'usine, écrit d'une main rendue maladroite par tant de haine contenue, le mot d'ordre qui bientôt sera sur tous les murs « CGE ASSASSIN ».

SUITE PAGE 4

p 8

### SOMMAIRE

- en lutte
- Chausson
  Cables de Lyon
  Parisien Libéré
  la lutte continue
- Congrès de la CGT
- après les assises
   du PS sur
   l'autogestion

P 6

Portugal

bique

Mozambique
 vive
 l'indépendance
 n 8

SUITE PAGE 2

SUITE DE LA PAGE 1

représentant exclusivement les positions du social impérialisme soviétique, et qu'il occupe aujourd'hui le poste de responsable de la politique extérieure du

En fait le PS en déplaçant le terrain de sa querelle avec le P«C»F sur cette question des « Libertés » prend l'avantage sur le P«C»F qui l'avait à l'automne dernier mis en cause sur sa politique de collaboration de classe et sa volorité de gérer la crise de la bourgeoisie. Cette polémique se reflète d'ailleurs dans les « échanges » récents entre les directions réformiste et révisionniste de la CFDT et de la CGT. Mis en cause par Séguy lors du Congrès du Bourget de la CGT, Maire n'a pas tardé à répliquer précisément sur la question du Republica » et ce problème des libertés, accusant la version donnée par Séguy lors de son retour du Portugal (l'affaire du « Republica », un simple conflit du travail) et attaquant le « socialisme » des pays de l'Est. Quand on connaît les liens respectifs qui unissent les directions confédérales CGT, CFDT, P«C»F et PS, on constate bien qu'il s'agit d'une opération d'ensemble lancée par les socialistes avec la complicité des forces de la « majorité présidentielle » pour réduire les positions des révisionnistes.

Une telle situation est ainsi révélatrice de l'union de la « gauche » et des perspectives qu'elle peut offrir aux travailleurs. Plus que jamais, cette alliance électorale de partis bourgeois apparaît peu solide, et la querelle qui les oppose semble destinée à durer. Plus que jamais, le ciment de cette « union de la gauche », le programme commun apparaît comme dépassé, déià appliqué en partie par Giscard et incapable de satisfaire les aspirations élémentaires des travailleurs.

Loin de pouvoir surmonter une telle situation, le P«C»F ne fait que révéler dans ses initiatives, l'impasse dans laquelle il est enfermé : tout en tentant de combler en durcissant son attitude les failles qui apparaissent dans sa domination sur la classe ouvrière, le P«C»F essaye de concurrencer le PS sur le terrain électoral en étendant son influence en direction des couches de la petite bourgeoisie. Ecartelé entre ces 2 objectifs le P«C»F ne fait qu'aggraver ses diffidultés et se révéler devant les travailleurs pour ce qu'il est, un parti bourgeois.

Les travailleurs sauront se détourner de ces deux partis « d'union de la gauche », qui tous se réclament de la défense des libertés, mais se révèlent un obstacle quand il s'agit d'organiser la riposte aux agressions systématiques de la bourgeoisie contre les ouvriers qui persistent dans la grève. Poursuivre les luttes, mettre un terme aux agressions fascistes contre les grévistes, construire un mouvement d'ensemble des travailleurs pour faire reculer la bourgeoisie, réclame d'écarter révisionnistes et réformistes de notre chemin. C'est ce que les travailleurs sauront faire.

### L'AFFAIRE «REPUBLICA»

Le « Republica » est le second quotidien du soir de Lisbonne, il diffusait à 45.000 exemplaires. « Quotidien d'opposition », toléré sous le fascisme de Salazar et Caetano, sa rédaction avait connu après la révolution du 25 avril, une évolution favorable au PS. Journal bourgeois, il était favorable comme le PS, au retrait du MFA. à son retour dans les casernes, et à la gestion des affaires de la bourgeoisie par les antis politiques, dans le cadre d'un pluripartisme semblable aux démocraties bourgeoises occidentales.

Le conflit surgit entre les typographes et la rédaction a été mis à profit par le P«C»P pour priver le PS de son principal quotidien d'information et de propagande. C'est ce qui explique la résonnance politique de l'affaire. Dans la lutte pour le pouvoir qui oppose différentes fractions de la bourgeoisie, la possession des moyens d'information est un instrument décisif. Dans ce cadre là, le P«C»P qui contrôle en dehors de son organe central d'autres journaux, et qui a investi depuis le 25 avril de nombreuses secteurs de l'appareil d'Etat, place ses rivaux en position difficile.

Pour les travailleurs qui ne sauraient identifier leur intérêt ni au « pluripartisme » de Soares, ni aux solutions de Cunhal, ils ne peuvent attendre une issue favorable à leurs intérêts qu'en intensifient leur activité révolutionnaire, en conjuguant la lutte pour l'indépendance nationale face aux visées des super-puissances, à la lutte pour la révolution, pour la destruction du pouvoir bourgeois.

Nous reviendrons dans un prochain numéro sur « l'affaire du

Républica ».

### Villerupt : Succès du rassemblement communiste

C'est dans un local improvisé que s'est tenu le rassemblement communiste de notre Parti à Villerupt. Les révisionnistes qui sont depuis quinze ans à la tête de la municipalité ont rejeté toutes les demandes de salle que nous avons faites pour tenir notre meeting. Voilà qui est révélateur de leur conception des « libertés » dont ils se font les champions.

Malgré leur sabotage, leurs calomnies, le rassemblement communiste a réuni plus de 130 travailleurs qui ont écouté et discuté les propositions des communistes révolutionnaires. Les interventions des camarades militants syndicaux sidérurgistes, l'intervention centrale, ont rencontré un vit intérêt ; elles ont clairement montré qu'aujourd'hui il est possible de vaincre le découragement suscité par la trahison révisionniste et d'engager des luttes importantes sur des perspectives révolutionnaires.

CORRESPONDANT VILLERUPT.

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

Orléans samedi 28 salle des Carmes

Dijon samedi, 28 place des congrès

Organisés par le Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

### **TELEVISION**

" l'armée des ombres"

# la resistance vue par la bourgeoisie

craient une soirée à la Résistance. Mais ça commençait plutôt mal avec le film de Melleville qui donne de la Résistance une bien singulière image. Nous avons vu une espèce de film policier avec le coup du sensationnel sauvetage de Lino Ventura, avec ses « tueurs » qui descendent celle qui risque de parler etc... Quant à l'héroïsme dont font preuve les personnages du réseau, son but ressort à peine. L'occupant nazi fait tout juste partie du décor et les buts de la résistance ne servent que de prétexte à un film sur le fonctionnement d'un réseau rattaché à Londres.

Il ne nous restait qu'à attendre du débat d'éclairer cette importante période de notre histoire.

Alors qu'on nous dit que 95 % de la population aurait voté pour Pétain à un éventuel réferendum en 1940, on yeut nous faire croire que la résistance dès le début n'a été le fait que de quelques hommes (dont

font partie les invités de l'émission). Que la bourgeoisie se soit trouvée divisée, c'est certain. Mais il v avait d'un bout à l'autre de grands absents dans cette émission: les masses populaires, les travailleurs; et les questions importantes de la Résistance n'y ont pas été traitées (le fait que nous en ayons posé par téléphone n'a rien changé). Et ce n'est pas un hasard si Villon, du P«C»F, brillant par son effacement et ses silences, s'est totalement laissé marcher sur les pieds par les gaullistes. Jean Moulin accusé d'avoir reconnu le rôle prépondérant du P«C»F dans la résistance, Villon ne trouva rien d'autre à dire que Moulin n'était pas communiste. Quand est évoquée en passant, la question du pouvoir, Villon balbutie que « le P«C»F était prêt à soutenir de Gaulle pour un gouvernement démocratique ». Par la bouche de Villon, le P«C»F trahit une nouvelle fois la mémoire de tous ceux qui se

sont battus dans les comités po; pulaires, dans le Front National, les mineurs, les cheminots et bien d'autres qui combattaient par leurs grèves ou leurs actions de sabotages. Combient de FTP ont dû être scandalisés, en voyant cette émission que leur combat n'ait même pas été évoqué, eux qui luttaient les armes à la main, pour des lendemains qui chantent, pour en finir avec l'exploitation capitaliste, et pour ne pas revenir « comme avant ». La lutte pour la libération du pays allait de pair avec la lutte pour construire un monde nouveau. Ces espoirs ont été trahis. Les alliés (Anglais, Américains) craignaient un soulèvement populaire en France même. C'est pour cela qu'ils ne fournissaient pas d'aides en armes. Et la bourgeoisie française ralliée à de Gaulle avait la même crainte.

En laissant se concentrer dans le maquis des hommes sans armes, elle porte toute la responsabilité des massacres des maquisards des Glières. Et c'est ces mouvements gaullistes qui développaient ces attitudes « attentistes » qu'on veut nous présenter aujourd'hui comme les chefs moteurs de la résistance. Quelle falsification ! Ce débat télévisé, qui avait en plus le défaut d'être ennuyeux, met en évidence l'importance de la tâche que s'est fixée l'Association des Anciens Résistants pour la Révolution Prolétarienne, de rassembler et faire connaître l'authentique histoire de la Résistance.



### JUSTICE

# Quand la classe ouvrière va au tribunal

A l'houre actuelle, avec le chômage, les saisies et les expulsions dans les familles de travailleurs se multiplient. Nous avons interrogé des travailleurs qui nous racontent comment la justice de la bourgeoisie traite la classe ou-

Michel est ouvrier dans le caoutchouc, militant syndicaliste révolutionnaire. Il est père de 7 enfants. La Caisse d'Allocations Familiales s'étant trompée de dossier pour classer un papier, il n'a pas pu toucher l'Allocation Logement pendant plusieurs mois. Impossible dans ces conditions de payer son lover. Aussi l'organisme d'HLM dont il est locataire lui a envoyé quatre fois l'huissier ; « // vient toujours quand la femme est seule à la maison, car ca permet de l'impressionner plus facilement. Et chaque fois c'est 50 F. qu'il faut payer. La dernière fois il est venu avec un flic, ils sont entrés sans sonner et ils ont fait le de mes meubi d'effrayer en menaçant des pires sanctions, même si elles ne sont pas prévues par la loi.

Puis il est convoqué devant le juge des référés, à nouveau par l'huissier qui encaisse encore une fois 50 F. La convocation est à 9 h, il y a 2 salles avec 40 personnes par salle à juger. Tous les locataires assignés sont là bien avant l'heure, mais on ne les laisse entrer qu'une fois le tribunal installé. Il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes. Les représentants du contentieux des organismes loueurs ont droit à un fauteuil et à une table, pour les travailleurs, un simple banc suffira. Le jugement se fait par organisme et très vite. Pour ceux qui n'ont pas voulu perdre une journée de travail et ne sont pas venus, c'est l'expulsion systématique, prononcée en 30 secondes et sans discussion. Certains, très peu, sont venus avec un avocat (qui

coûte très cher), mais cela ne sert à rien : « Dépéchez-vous, maître, on est pressés » c'est le seul commentaire du juge. Quant au procureur, il se contente de dire : « application de la loi ». « Un disque à la place ça aurait été le

« Je me suis absenté 5 minutes, dit Michel, et quand je suis revenu on m'a dit que j'avais été appelé pendant ce temps là et que j'étais expulsé. On m'a dit, dans trois jours vous êtes dehors ». Ainsi dans un espace de temps de 30 secondes à 2 minutes c'est toute une famille ouvrière, 9 personnes, qui se retrouve jetée à la rue. Il y avait deux travailleurs assignés par le même organisme et on leur a dit la même chose. Bizarre, non?

L'organisme lui a dit : ir si vous payez, vous pouvez rester ». Ainsi souvent les travailleurs empruntent pour pouvoir payer, et c'est de nouvelles dettes qui s'accumulent et de nouvelles menaces. « En plus, avec tout ça, j'ai perdu une journée et demie de travail ».

C'est la même chose pour Louise, sa voisine. Condamnée à l'expulsion une première fois, elle a fait un emprunt pour payer. Et maintenant son mari est chômeur, on vient de lui retirer les 90% et elle ne peut plus payer son loyer. Elle doit déjà 1800 F. de loyer. Où trouver l'argent ?

Comme le dit Michel : « Quand on est chômeur, tout est bloqué. Il faut attendre que ça passe au conseil d'administration de la Caisse. On touche en retard. Ça fait un creux, on doit tirer sur tout, alors quand on a touché l'argent, il faut tout remplacer, l'huile, le sucre, le café. Dans les familles ouvrières, ça fait des hauts et des bas, on ne sait jamais comment ça va aller et ça crée des disputes dans le ménage ».

Dans le même quartier où les chômeurs sont nombreux, d'autres expulsions se préparent. Avec le chômage et les grèves les sinistres huissiers. vont encore s'engraisser. Ce sont des milliers de familles ouvrières qui vont se retrouver devant le juge des référés. Mobilisons nous pour exiger l'interdiction des saisies et des expulsions de chômeurs et de grévistes. Travailleurs en activité, chômeurs, jeunes,... engageons fermement la lutte contre le chômage !

Yves BEAUMONT

## CAMPS DE LOISIRS POPULAIRES

de l'union communiste de la eunesse

révolutionnaire 3 au 17 AOUT 75

dans le Jura

- sports théâtre musique
- rencontres avec des ouvriers et des paysans en lutte, avec des résistants.
- Meeting international des 5 continents.
- Forums
- Fête Populaire

pour que paraisse en septembre 75 1 AN: 250 F

ABONNEZ VOUS

SOUSCRIVEZ

3 MOIS: 80 F 1 MOIS: 30 F

6 MOIS: 180 F Envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18 CCP 31.191.14 La Source

# LA FRANCE EN LUTTE

Quand on dresse la carte des luttes engagées par la classe ouvrière aujourd'hui en France, le tableau est éloquent : après la dure grève des postiers, après la lutte des travailleurs de Renault-·le Mans, maintenue dans l'isolement par les directions syndicales, la classe ouvrière, au travers des difficultés dressées par la bourgeoisie, surmonte les hésitations précédantes, trouve la voie de la riposte.

Catlin (Angers), Lacourtensourt (Arbois-Jura), Sotrimec (St Nazaire), Badin (Toulouse)... Le refus profond, massif du chômage, du prétexte avancé par la bourgeoisie, « c'est la crise », se manifeste clairement dans la multiplication des occupations d'entreprises contre le chômage : la majorité des usines occupées aujourd'hui en France le sont contre les licenciements ou la fermeture. C'est une lutte d'ampleur contre le chômage qui se dessine. Alors qu'au même moment, la classe ouvrière passe à l'offensive contre la baisse du pouvoir d'achat, les occupations, les grèves pour des augmentations de salaire le plus uniforme se multiplient : 250 F. pour tous chez Chausson, 1600 F. mini chez SITPA dans la Somme, prime de 400 francs au dépôt Gervais Findus (banlieue parisienne)... contre la baisse du pouvoir d'achat ces travailleurs ont eux aussi répondu par l'occupation. Des milliers d'autres engagent des grèves souvent longues, offensives.

Faisant l'expérience de la « crise » organisée par la bourgeoisie, la classe ouvrière cherche la riposte la plus efficace ; déjà dans plusieurs localités la lutte d'une usine a suffi a déclencher un mouvement plus général : c'est Marseille où Ugine Acier, CFEM, Lavéra, SOMAFER poursuivent des débrayages, c'est la région parisienne où rien que dans les Hauts de Seine une douzaine d'entreprises sont en grève.

A cette riposte à la crise, à cette aspiration de la classe ouvrière à un mouvement d'ensemble, la bourgeoisie n'oppose qu'une seule alternative : la répression. Après les CRS contre Chausson, le Parisien Libéré... les milices et les chiens policiers, c'est la sauvage agression contre les grèvistes des Câbles de Lyon. La bourgeoisie ne recule devant aucun moyen y compris l'assassinat pour briser la volonté de lutte des travailleurs.

Comment riposter ? Comment organiser ce mouvement d'ensemble qui fera reculer la bourgeoisie ? Ce sont les questions que, tous les jours, dans chaque conflit, les travailleurs posent en assemblée générale, dans les comités de grève, dans les sections syndicales. Les revendications, avancées dans ces luttes (augmentation de salaire uniforme, refus de tout licenciement), les comités de grève, les assemblées générales prouvent l'aspiration des travailleurs à se battre sur leurs véritables revendications et à instaurer une vraie démocratie dans Jeurs Juttes. Conséquence de cette prise en main de la lutte par les travailleurs, l'enthousiasme pour engager le combat contre la bourgeoisie grandit : ce sont des milliers de travailleurs qui participent aux manifestations de soutien à Chausson, montrant leur volonté de

s'engager dans un mouvement d'ensemble. Face à cette volonté de lutte qui remet en cause les revendications du programme commun et la main-mise des révisionnistes sur la direction des grèves, comment réagissent les directions syndicales révisionnistes et réformistes ? De même qu'elles avaient des difficultés à s'opposer ouvertement aux luttes engagées, ces mois derniers, elles ne peuvent maintenant s'opposer de front à l'élargissement des luttes ; elles peuvent même, dans certaines localités, y appeler. Déjà réduite par l'aspiration des travailleurs à déterminer eux-mêmes leurs revendications, leurs formes de lutte, à parvenir à une offensive d'ensemble contre la bourgeoisie, la marge de manœuvre « des révisionnistes ne peut que devenir encore plus

Aujourd'hui des dizaines d'usines sont occupées, des milliers de travailleurs se mettent en grève pour les salaires ou les conditions de travail, contre les licenciements. A la politique de crise, les travailleurs répondent : oui la lutte est possible. Mais une question demeure : comment faire converger ces mouvements qui se succèdent et qui souvent restent isolés. De nombreuses luttes : Besançon, Gennevilliers, Marseille... montrent la possibilité d'organiser un mouvement d'ensemble, une offensive large de la classe ouvrière contre le chômage, contre l'austérité, contre le chantage

Annie COSSIN.

### Ciapem-Brandt (Lyon)

A l'Inox, les travailleurs poursuivent feur lutte en adoptant la cadence qu'ils jugent normale, c'est à dire 105 paniers de machines à laver sur la 50 S et 175 sur la 4 S, tant que la direction refusera d'ajouter 4 travailleurs et de payer le boni. La direction ne trouve à répondre que : « les cadences ne dépassent pas la norme qui est très généralement pratiquée dans l'entreprise » ce qui en dit long... Les travailleurs des autres ateliers ont prouvé leur soutien à la grève des cadences à l'Inox par un débrayage. L'Inox doit gagner !

Corr. Brandt

### Française de mécanique (Douvrin)

A la Française de Mécanique, filiale de Renault, Peugeot et Volvo, fabriquant des moteurs pour ces firmes, dans la banlieue industrielle de Douvrin près de Lens, les 56 ouvriers du département Entretien Machine-Outils (section outillage) sont en grève depuis le 17 juin. La section « entretien » commence à suivre le mouvement sur les mêmes revendications

Suppression de la catégorie OS au

Réajustement du salaire de 200 F. Les ouvriers du DEMO sont allés à la fête de CIP ex bailleul pour expliquer

Graphicolo Rosi

REGION

PARISIENNE

OZANE (Caen)

SICCNA (St Malo)

int Nazaire)

PIRON (Bretoncelles)

Chauffour

Corr. Béthune (Pas de Calais) 22/6.

### Cip -ex Bailleul (Béthune)

Depuis le protocole d'accord du 2 juin, les ouvrières de Haisnes et Nœux/ Houdain travaillent en alternance vingt quatre heures par semaine. Mais le patron n'a pas attendu pour envoyer des lettres de licenciements. Comment réagir ? Est-ce qu'on a eu raison d'accepter de travailler à vingt cinq kms de l'ancienne usine ? Ce sont les questions que se posent les ouvrières prêtes à reprendre la lutte. Cette volonté de se battre contre les manœuvres du patron, contre le défaitisme entretenu par les délégués CFDT (surtout à Haisnes), les ouvrières l'on prouvé en faisant grève lundi après-midi, alors que les déléqués étaient en réunion / Elles exigeaient ainsi le paiement du salaire de mai. Le Parti intervient largement sur les usines pour dénoncer les manœuvres de la direction et montrer que la lutte est possible comme dans ce tract : « en mobilisant toutes les ouvrières de l'usine, en appliquant le mot d'ordre de Lip, d'Everwear, « on produit, on vend, on se paie », en mobilisant les travailleurs de la région pour soutenir la lutte et l'occupation, en contactant les jeunes, en particulier les jeunes chômeurs, pour qu'ils participent à l'occupation et à la popularisation, en contactant les paysans...

VERNOT PIC (Onnaing

EVERWEAR

VIREY GARNIER (Champigny)

ROC (Autun)

SIFFLE (Clermont Ferrand)

CEGEDUR (Issoire)

CANET-HUTCHINSON

SINTRA SEREL

19/6 Corr. Béthune (Pas de Calais).

TOUTES

USINES

GANAYE (Malréville)

· EUROCABLE

ETAIENT

**OCCUPÉES** 

57 EXPRESS (Metz)

L'EPEE (Ste Suzanne)

RONSON (Saint Julien)

LACOURTENSOURT (Arbois)

· TEPPAZ (Lyon)

PASCAL-VALLUT (Lyon)

GRIFFET (Marseille)

CAMIVA (Chambéry)

TANNERIES (Chambéry)

CES

### Dunlop (Amiens)

Après avoir occupé l'usine, les travailleurs en grève depuis le 12 juin ont laissé entrer les non grévistes, sous la direction des cadres, mais ils bloquent les portes et les sorties. Pour satisfaire leurs revendications (grille unique de salaire, 1700 F. minimum, réduction des cadences...), ils sont décidés à poursuivre une lutte dure même si les directions syndicales CGT et CFDT ne sont pas d'accord sur les moyens de lutte. Oui, la lutte est possible ! Les travailleurs de Dunlop vaincront!

Corr. Amiens 21/6.

### Gervais-Findus (Drancy)

Les travailleurs sont en lutte pour un salaire de base minimum de 2000 F., pour des meilleures conditions de travail, et pour l'organisation de l'entreprise, depuis le 12 janvier 75.

En effet les magasiniers travaillent entre -20 et 30 °. Les livreurs ont un travail rendu très dur car les clients refusent d'être livrés l'après-midi et cela réduit le temps de travail. Il n'y a aucune liberté d'expression dans l'entreprise ; surveillance collective des employés et individuelle pour les plus combatifs. Il n'y a même pas de grille de salaire.

La direction sous couvert « d'être plus humaine » juge les travailleurs d'après leurs « qualités humaines »... Ce sont les plus dociles qui ont une chance de promotion.

Pour briser la grève, la direction a fait appel à tous les moyens : embauche de saisonniers, location de wagons frigorifiques à la STEFF. Quant au délégué CGT? plus préoccupé de combattre la CFDT que la direction, il a rétorqué au délégué CFDT qui proposait l'occupation: « occuper les locaux, c'est une entrave au travail » et de toutes façons, « être là 24 heures sur 24, c'est briser la vie de famille ».

C'est la première fois que l'Agence de Bobigny est en grève. Les travailleurs de l'usine de Beauvais (les caristes et les travailleurs du froid) se sont mis en grève par solidarité ; la fabrication du fait de la grève va être mise en chômage technique.

### Parvex (Dijon)

297 licenciements ; après les 200 emplois déjà supprimés, après la réduction des horaires à 25 h, les 850 travailleurs de chez Parvex refusent le nouveau plan de licenciement et de restructuration décidé par la maison-mère, la CEM. C'est aux cris de « Non aux licenciements » que les travailleurs de l'usine ont défilé dans les rues de Dijon. Le Parti, par panneaux et tracts, organise le soutien.

### Caron-Ozanne (Caen)

« On occupe, on imprime » : dans l'imprimerie occupée, gardée par le piquet de grève, l'atelier fonctionne en permanence. « Avant la grève, le patron avait réduit l'horaire à 40 h... maintenant c'est 109 licenclements qui sont prévus, alors on est passé à l'offensive, c'est « pas un seul licenciement » que nous voulons » déclare un délégué CGT.

Un petit journal « Echos de nos luttes » a été imprimé et diffusé. Nous avons discuté pour le journal avec un groupe de travailleurs.

de conjoncture, c'est que le patron veut transformer la boîte en imprimerie de presse et réduire le personnel de 150 à 40 personnes ».

FR: « Comment voyez-vous la suite de votre lutte ? ».

Un lino : « Les 90 % du salaire, on en a tout de suite parlé en assemblée générale, quand on a vu qu'il n'y a que 1 % des chômeurs qui les touche, on n'y croit plus ».

Le délégué CGT reprend :

« Après 15 jours d'occupation, on Un lino : « La conjoncture, on s'en est à un tournant décisif. C'est le

moque, ce n'est pas une question problème de s'organiser pour une longue lutte... ».

BADIN (Toulouse)

Par tracts, le Parti a expliqué la volonté de la bourgeoisie de restructurer massivement l'imprimerie française et appelé à renforcer l'occupation :

« garder l'usine, c'est la force des travailleurs parce que garder l'usine, c'est garder le moyen de produire ; garder l'usine, c'est garder le moyen de faire pression pour exiger la négociation ».

Non au démantèlement de l'imprime-

### Nanterre

ROSI (Pots d'échappement) : 200 travailleurs, la plupart immigrés, sont en grève contre les conditions de travail. Le patron employant une nouvelle laine de verre, meilleur marché, mais plus dangereuse, les ouvriers réclament une enquête médicale et, de toute façon, le retour à l'ancienne laine de verre. Depuis jeudi l'occupation est totale jour et nuit.

Non aux bas salaires !

Jours de grève payés à 100 % / EXCEL : (Margarine) : dans cette filiale de Lesieur, grève pour une augmentation de 150 F.

GRAPHICOLOR: Non à la soi-disant «faillite»! Les 70 travailleurs occupent l'entreprise depuis

Dans un tract diffusé dans toutes les usines en lutte à Nanterre, la section du PCR appelle tous les travailleurs avec leurs sections syndi-

Renforcer la lutte et les occupations.

Etablir et renforcer les liens entre toutes les

Participer au Comité de lutte contre le chômage sur le quartier.

Les syndicats CGT et CFDT ont décidé de bloquer les routes pendant deux heures sur le complexe de Fos. Des camarades du Parti, ouvriers à la CFEM, sont intervenus pour populariser la lutte et ont participé activement à l'un des barrages. Le dernier Front Rouge a été largement vendu par la cellule. La police ayant essayé de relever les numéros des voitures du barrage, la mobilisation des travailleurs l'a obligée à déchirer la feuille de relevés. Ugine Acier, CFEM, Solmafer, Lavéra, les travailleurs en lutte restent vigilants.

### Hôpital St Jean (St Etienne)

grilles, les camisoles de force... C'est (usines en lutte, paysans). l'utilisation des calmants chimiques...

Ces « méthodes d'avant-garde » n'empêchent pas la division du travail, l'exploitation des infirmières, le mépris des malades et la répression. Aux revendications du personnel (augmentation des effectifs, 250 F. pour tous, travail 5 jours par semaine et non 6), la direction a répondu par la répression policière brutale : matraquages dans l'hôpital, arrestation de 40 grévistes et

Cet hôpital est un des 2 ou 3 centres même d'une malade. Le comité de en France où on tente de mettre en grève a décidé la poursuite de l'action pratique la nouvelle psychiatrie : fini les et la liaison avec les autres travailleurs

### Ganaye (Malreville)

Depuis dix journées, grève et occupation des bureaux pour s'opposer à la fermeture de cette entreprise de travaux publics. Les travailleurs, dont de nombreux immigrés, ont organisé plusieurs manifestations avec leurs familles dans les rues de Nancy pour populariser leur lutte.

# Chausson, cables de Lyon, Parisien Libéré LA LUTTE CONTINUE!

## Cables de Lyon : "G.G.E. assassin !"

(Suite de la page 1)

« CGE assassin », les rues de Clichy ont résonné de ce mot d'ordre lancé par plus de dix mille voix, celles des travailleurs des Hauts-de-Seine venus témoigner de leur solidarité et de leur colère, « Câbles de Lyon assassins », « Flics, fascistes assassins », « Milices fascistes hors des usines »... Vélosolex, Thomson, Général Motors, imprimerie Paul Dupont, Autoclem, Snecma, Renault... et bien sûr Chausson, tous partageaient les mêmes sentiments de révolte, la même haine de cette société pourrie, de cette société capitaliste qui tue et assassine. Sur les côtés du cortège les poings se levaient, certains applaudissaient, d'autres rejoignaient la manifestation, c'est que le cortège des travailleurs des Câbles imposait le respect tant sa combativité était grande. Drapeaux rouges en tête, Français et immigrés au coude à coude, un tambour rythmant les mots d'ordre... le contraste était grand avec la lignée des élus locaux enrubannés de tricolore, ne sachant que faire de leurs mains plus habituées à signer des pétitions qu'à lever le poing. On a même vu l'un d'eux, membre du P«C»F, entonner l'Internationale au micro dans un tel élan cantatoire qu'un travailleur à côté de nous ne put retenir son ironie « il se prend pour Tino Rossi celui-là... ». C'était à la fin de la manifestation, devant l'usine des Câbles, le long de la Seine, à quelques mètres de l'endroit où la veille les travailleurs avaient été fauchés par la voiture.

Un travailleur, témoin de l'attentat, nous explique comment cela s'est produit. Tout en parlant il nous montre les traces laissées par les pneus ainsi que les traces de la glissade dans la Seine d'un de ses camarades projeté par la R12 ; « La R12 on avait déjà relevé son numéro, depuis une semaine elle passait plusieurs fois par jour devant l'usine et le gars qui la conduisait on l'avait déjà vu aussi au Tribunal de Nanterre, on est sûr que c'est un cadre de la CGE ou qu'il est payé par elle. Voilà comment cela s'est passé. On était tous ici du côté de la Seine, face à l'usine, à manifester contre les CRS ; depuis le matin, il y avait des gars qui ralentissaient la circulation avec des drapeaux rouges et puis comme les flics sont juste à côté, les voitures ne roulent pas vite... Le gars à la R12 lui, il roulait à plus de cent à l'heure, il a foncé droit sur nous en serrant le trottoir au maximum puis il a donné un coup de volant à gauche et un autre très serré à droite si bien qu'il est monté sur le trottoir pour finalement se retrouver sur la route et s'arrêter quelques dizaines de mètres plus loin à côté des CRS, qui se sont immédiatement précipités pour le protéger comme s'ils avaient prévu le coup... C'est nous qui avons dù appeler les pompiers parce que les CRS, ils ne bougeaient pas... Les cadres eux qui étaient devant la porte de l'usine,

essayant sans succès de faire rentrer des travailleurs, sont vite rentrés, ils étaient pas fiers. Très vite ils ont enlevé la voiture avant même le constat, visiblement ils voulaient camoufler l'affaire vite fait ».

Ce témoignage, plusieurs travailleurs l'ont

Depuis, la radio ne cesse de passer la déclaration du commissaire de police qui, comme par hasard, était sur les lieux au même moment ; bien sûr, pour lui il s'agit d'un accident de la circulation, « un gars qui aurait perdu le contrôle de son volant ne s'en serait pas sorti comme ça » nous disait un travailleur montrant d'un geste l'aplomb vers la Seine. Et dans son intervention à la fin de la manifestation, un représentant des syndicats montra en quoi l'attentat de la veille s'inscrivait dans la suite logique de l'intervention des CRS dans les luttes et du recours aux milices privées dans les usines comme à Chausson et au « Parisien Libéré ». La violence, c'est bien du côté de la bourgeoisie et des patrons qu'il faut la chercher. Cette violence, c'est bien la preuve que la bourgeoisie a peur de l'offensive des travailleurs et qu'aujourd'hui elle n'est plus sûre d'elle. C'est pourquoi, face à ce développement de la répression des luttes, face à cette situation, les travailleurs doivent se solidariser avec leurs camarades victimes de la répression et cette solidarité, c'est dans la lutte

qu'elle peut le mieux se concrétiser. C'est dans ce sens qu'un syndicaliste est intervenu, avant la dispersion de la manifestation, appelant à étendre les luttes : c'est dans ce sens que vont les propositions de notre Parti.

Les travailleurs des Câbles ont montré qu'il était possible de lutter : leur détermination, malgré la répression et toutes les tentatives pour briser leur combativité, est un puissant exemple pour l'ensemble des travailleurs. « Pour nous la lutte continue, si le patron a voulu nous décourager, il a manqué son coup, on est encore plus uni dans la lutte et puis la manifestation a été un grand succès... On doit se réunir à la Maison du Peuple pour décider des nouvelles formes de lutte... Il faudra aussi s'occuper de l'enquête sur la provocation, le gars, lui, il a été relaché, il faudra qu'on apporte des preuves, cela ne va pas être facile car on a bien vu quand on s'est fait expulsé, que les flics, et même les juges étaient du côté des patrons... ».

Pierre MOREL.

Les revendications 300 F POUR TOUS 1000 F. DE PRIME DE VACANCES... MAXIMUM DES QUALIFICATIONS ACTUELLES POUR TOUS... PAIEMENT DES JOURS DE GREVE



### LES CYCLISTES DES NMPP :

"Si les "rodeos" reprennent on est prêt à v participer"

Rue Réaumur, on les voit passer en vélomoteurs ou en vélos, une sacoche verte bourrée de journaux, ils partent pour leur tournée, livrer chacun une vingtaine de kiosques. Ils, ce sont les cyclistes des NMPP, ceux qui livrent les journaux du soir, arrivent à partir de 9 h 30, le temps de prendre un café dans un bar proche de leur dépôt. C'est là que nous les rencontrons, spontanément, la discussion s'engage sur la lutte du « Parisian Libèré ».

« C'est une lutte qui nous concerne, si Amaury réussit son coup, c'est toute la presse qui sera touchée ».

Sur 300, ils sont 150, syndiqué à la CGT, mals leur section, selon les règlements de la FFTL à lequelle ils sont rattachés, n'est pas considérée comme représentative. Que pensent-ils de la façon dont le syndicat du Livre mêne la lutte actuellement?

« La lutte risque de pourrir si on continue d'attendre sans rien faire. Nous on est tous prêts à faire qualque chose. On a fait une collecte qui a rapporté 1,6 million, quand on leur a apporté, les gars du « Parisien » nous ont fait la fête ». « Il est question d'une grève nationale de 24 h dans la presse et le labeur, on est contre ce genre d'action, c'est inefficace, nous, on est d'accord pour se mettre immédiatement en grève illimitée. Si les « radéos » reprennent, on est prêt à y participer. On a dit à Blanqui siège du Comité Intersyndical du Livre Parisien) qu'on était prêt à distribuer dans tous les kiosques un « Parisien Libéré » de lutte imprimé par les ouvriers. Mais on attend toujours les direc-

Nous leur montrons « Front Rouge » où est reproduit le journal réalisé par les travailleurs de Caron-Ozanne de Caen, cette initiative les intéresse vivement. C'est à leur tour de nous poser des ques-

« Vous avez pu discuter au « Parisien Libéré » 7 Les membres du PaCuF ne vous ont pas virés ? ».

Nous expliquons que nous avons pu discuter avec de nombreux ouvriers du « Parisien Libéré » et développer les propositions du PCR sans problème. sauf une fois où des membres du P#C»F nous ont expulsés, ce qui a provoqué la réprobation de nombreux ouvriers (y compris un vendeur de l'Humanité -Dimanche), ils dénoncent cette attitude du P«C»F qui empêche toute discussion politique avec les organisations révolutionnaires, et laisse pourrir les luttes.

### toujours aussi populaire dans la presse, aux NMPP, comme dans la classe ouvrière qui se reconnait dans cette lutte, partie intégrante de

la mort de M. Cabanes, les « rodéos » ont été arrêtés au « Parisien Libéré », plus question d'empêcher l'acheminement des éditions pirates. L'argument invoqué par les dirigeants FFTL : « Le risque de voir la police effectuer des provocations de son côté contre les camionnettes d'acheminement et d'en faire retomber la responsabilité sur les grévis-

Depuis la provocation policière qui a entraîné

Pendant ce temps, Amaury, avec la protection de la police, a pu améliorer l'acheminement du « Parisien », qui, aujourd'hui arrive à l'heure dans les kiosques par un acheminement privé. De nombreux kiosquiers ont refusé de les mettre en vente, mais ils ont été l'objet de pressions, par les inspecteurs des ventes du « Parisien Libéré », par des lettres de menaces du Comité de défense du Parisien, ou tout simplement par intimidation des policiers quand c'étaient eux qui apportaient les journaux. Beaucoup de lecteurs habituels du « Parisien » refusent de l'acheter par solidarité avec les

Néanmoins, à la rue d'Enghien et aux Petites Ecuries, l'occupation des locaux se poursuit et les travailleurs du « Parisien » restent fermes sur leurs positions ; tout est en place pour s'opposer à toute attaque éventuelle des forces de police, la liaison est établie avec les camarades chez eux et les ouvriers des autres journaux prêts à se déplacer à la moindre alerte, tandis que des postes de guet sont installés aux extrémités de la rue d'Enghien et des Petites

Malgré ce dispositif, lundi, 140 typos, linos et correcteurs sont allés s'inscrire à l'ANPE Clichy Barbès pour pouvoir toucher la sécurité sociale sur ordre du syndicat, qui leur a dit que de toutes façons ils pourraient être reclassés dans la presse en cas de licenciement. La grève est la lutte commune contre le chômage et les licenciements. Malgré les provocations policières de la bourgeoisie, tout est encore possible pour faire céder Amaury.

#### QUELLE EST LA TACTIQUE DES REVISIONNISTES ?

AMAURY PEUT ET DOIT CEDER!

Les « radéas » supprimés, l'initiative de sortir un « Parisien vraiment libéré » écartée elle aussi, parce que c'était « illégal » et que cela risquait d'amener d'autres ennuis, les dirigeants révisionnistes de la FFTL ont réorienté la combativité des travailleurs dans diverses manifestations. chez Durafour, chez Amaury et, tandis qu'avaient lieu des entrevues, toutes ces initiatives n'ont abouti à aucun résultat et nombreux sont ceux dans le piquet qui pensent que c'était

En fait aujourd'hui, les révisionnistes sont embarrassés par l'offensive déclenchée par les partis bourgeois gouvernementaux et par son allié du PS sur la question des libertés de la presse, à partir de l'affaire du « Republica », le journal portugais. Cette polémique vise à accroître l'isolement du P«C»F par rapport aux couches de la petite bourgeoisie vers laquelle il lorgne, à coups de discours sur son respect des libertés et de professions de foi sur la dénonciation du socialisme soviétique édifié par Lénine et Staline. Une riposte trop ferme de blocage du « Parisien » pirate, dans l'optique révisionniste, alimente la polémique sur le thème le P((C)) étouffe la liberté d'expression, c'est pourquoi les dirigeants révisionnistes de la FFTL se défendent vigoureusement d'avoir politisé le conflit et ne tiennent pas aux « rodéos ».

Ne voulant pas durcir le conflit, mais voulant



consacre le rôle dominant du syndicat sur la profession, les révisionnistes n'ont d'autre ressource que de négocier le maintien du monopole contre des concessions. Spéculant sur une opposition entre les autres patrons de presse et Amaury, la FFTL espère qu'après la grève du 27 dans tous les secteurs du Livre, Amaury se rangera à l'avis de ses collègues et entamera des négociations. La FFTL semble décidée dans ces négociations à accepter des licenciements au « Parisien Libéré » ; comme en témoigne ce que le syndicat a déclaré aux linos et typos appelés à s'inscrire au chômage ; Lancry dirigeant FFTL n'a jamais caché son point de vue à Europe 1 le 12/5/75 :

« S'il faut ajuster les effectifs, nous n'allons pas nous battre pour maintenir des

effectifs pléthoriques ». M. Henry, avocat de la FFTL, déclare de même le 21 juin au Monde «... Les syndicats ont sans casse répété que loin d'être hostiles, comme on les en a accusés, à l'emploi de nouveau matériel (c'est à dire la restructuration, NDLR) ils en étaient les premiers partisans... Si son apparition (du nouveau matériel) ne peut qu'entraîner la supppression d'un certain nombre d'emplois, cette perspective ne peut être accueillie de gaîté de cœur, mais le réalisme impose d'en tenir compte ».

Bien qu'écoutées par la direction révisionniste de la FFTL, les propositions des travailleurs : empêcher l'acheminement du « Parisien », empêcher sa parution, faire paraître un « Parisien vraiment libéré », ces idées plus que jamais restent. Il faut qu'elles soient débattues parmi l'ensemble des travailleurs, il faut écarter ceux qui tentent de s'opposer à ce débat.

Avec le soutien populaire qui existe autour du conflit, soutien des kiosquiers, des employés des P et T, de la population ouvrière, il est possible de construire un large front pour empêcher la diffusion du « Parisien » d'Amaury, de opposer à toute nouvelle provocation policière, de manifester à St. Ouen...

A quelques jours du départ du Tour de France rganisé pour augmenter le tirage de « L'Equi-», Amaury est vulnérable ; des coups peuvent lui être portés par des débrayages de ses autres titres : « Courrier de l'Ouest », le « Maine Libre », « France Football » etc...

Au moment où à Chausson et aux Câbles de Lyon, à Chauffour, les ouvriers se battent pour l'emploi et les salaires, il est possible et nécessaire de tisser des liens avec eux, d'organiser la popularisation du combat commun contre le redéploiement en tirant un « Parisien vraiment libéré » qui affirme la volonté de lutte des auvriers du Livre, et popularise les luttes des camarades des autres secteurs...

Il ne manquera pas de bras pour le diffuser. C'est ce qu'ont fait les travailleurs de Caron-

Amaury doit céder !

Pas un seul licenciement ! Maintien des avantages acquis !

Yvon CHEVET.

# chausson : vers de nouvelles initiatives

Régie Renault va être obligée de réduire ses horaires... », France-Inter, Europe Nº 1... On n'aura jamais autant parlé de la lutte des travailleurs de Chausson sur les ondes que ce mardi, à la suite de la publication du communiqué de la Régie annonçant des mesures de réduction d'horaires dans les ateliers de l'Ile Seguin, où sont assemblées les R-4 et les R-6. Chausson fabrique en effet les portes et les ailes de ces modèles et, après 42 jours de grève, après 42 jours d'offensive ouvrière, les patrons clients de Chausson, notamment Renault et Peugeot, voient leurs stocks s'effondrer : « Les patrons commencent à avoir peur... En ce moment, c'est nous qui avons l'avantage, ça, ils ne peuvent pas le supporter ». « Oui, ils essayent de monter les gars de Renault contre nous, mais ça ne marchera pas ; on a fait une collecte à Billancourt et on a bien vu que les gars nous soutenaient... D'ailleurs, c'est un peu à charge de revanche, parce que, pendant la grève du Mans, nous aussi on a été touché par du chômage, mais on a toujours été solidaires...). Ces réflexions, ce sont celles des grévistes de Gennevilliers, recueillies au cours de la manifestation de soutien aux Câbles (Voir arti-

Le matin, à l'Assemblée générale, le représentant de l'intersyndicale avait fait le point sur la lutte dans le trust : l'usine de Meudon est toujours occupée, à Creil, la production ne sort qu'à 10 ou 15 %, à Reims à moins de 30 %... Les travailleurs sont conscients que le rapport de force est en leur faveur, qu'il est possible de vaincre. Après 42 jours de grève, la participation aux assemblées générales est toujours aussi forte, plusieurs manifestations ont montré la solidarité qui entoure la lutte et la dernière collecte à la Gare de l'Est a rapporté près de 900,000 AF. Les Câbles, Vélosolex, Autoclem, Colas, à l'exemple de Chausson, dans de nombreuses usines situées à proximité, les travailleurs sont entrés en lutte sur leurs revendications, ouvrant ainsi la voie à un large mouvement d'ensemble sur la banlieue Nord.

Mais l'écho que rencontre la lutte des ouvriers de Chausson dépasse maintenant largement le cadre de la Région Parisienne. Aussi de nombreux travailleurs d'Asnières et de Gennevilliers estiment qu'il est aujourd'hui nécessaire d'étendre le soutien à toute la France. C'est dans ce sens que vont les propositions de notre Parti. « Prenons de nouvelles initiatives », tel était le titre du tract diffusé ce matin par la

En effet, la direction a montré sa volonté de s'engager dans une épreuve de force et de compter sur les vacances - de nombreux travailleurs immigrés devaient partir en juillet pour essayer de démobiliser les travailleurs. Face à cela la combativité des grévistes ne se dément pas, mais, après 6 semaines de grève, le manque à gagner commence à se faire sentir et il s'agit aujourd'hui de trouver de nouvelles formes d'action. L'idée de relancer la production, en fabriquant des cendriers qui seraient vendus en soutien, est l'objet de nombreusesdiscussions. Mais relancer la production cela veut dire, avant toutes choses, réoccuper l'usine d'Asnières. Cette réoccupation est possible L'intervention des CRS, puis des milices privées,

le lâche attentat contre les grévistes des Câbles, montrent que la bourgeoisie ne recule devant rien, que la violence, c'est elle qui en est responsable.

Le recours à la violence montre qu'aujourd'hui, la bourgeoisie cherche à freiner l'offensive des travailleurs et qu'elle craint par dessus tout que la lutte de Chausson serve d'exemple à toute la classe ouvrière. C'est qu'effectivement la lutte a aujourd'hui une portée nationale et qu'un très large mouvement de solidarité peut se développer autour de Chausson. Réoccuper Asnières, c'est se donner les moyens pour que ce mouvement de soutien s'élargisse encore et se renforce, c'est montrer que face à la violence de la bourgeoisie, la classe ouvrière garde l'offensive. Reprendre la production même s'il ne s'agit que de cendriers, c'est affirmer que les usines et les machines appartiennent à ceux qui travaillent, c'est permettre à la solidarité de se concrétiser. Aussi notre Parti dénonce-t-il le « statu-quo » conclu entre la direction et les sections syndicales de l'usine comme quoi 'usine ne serait pas réoccupée tant qu'il y aurait des négociations en cours. Il appelle à renforcer la pression sur le patron, à réoccuper l'usine. Quant au Comité de lutte contre le chômage, il appele les travailleurs de la région à manifester leur soutien en entrant à leur tour en lutte à l'exemple de ceux de Vélosolex, Autoclem,

Soutenons et popularisons largement la lutte

A l'action sur nos propres revendications !

# CONTRADICTIONS DE LA FFTL

Amaury en décidant le licenciement de 300 travailleurs du « Parisien Libéré » recherchait délibérément l'épreuve de force ; son but au-delà d'une simple restructuration : briser le syndicat du livre CGT, un plan qui a reçu l'approbation et l'aide du gouvernement. Comment se fait-il que le même syndicat qui s'était vu confier un quasi monopole de l'embauche par la bourgeoisie soit aujourd'hui l'objet d'attaques aussi violentes ?

Ceci tient à la nature de la Fédération Française des Travailleurs du Livre qui tout en étant un instrument de lutte des travailleurs a toujours été traversée par un fort courant de collaboration de classe. Ce double aspect contradictoire de lutte et de conciliation se retrouve tout au long de son histoire.

La FFTL est l'héritière de ces corporations d'imprimeurs qui luttèrent et s'organisèrent dès le 16ème siècle, pour de meilleures conditions de travail et de salaire. Les ouvriers du Livre en raison du caractère technique avancé de leur travail, de leur qualification, de leur instruction supérieure aux autres corporations, furent à la pointe du combat de la classe ouvrière. On retrouve de nombreux ouvriers du Livre dans les grandes luttes populaires de 1858, dans la Commune de Paris... Dès le début du XIXe siècle, les typographes parisiens s'étaient organisés, et c'est à leur initiative que fût créée en 1881, la Fédération des ouvriers typographes français et des industries similaires, qui devint par la suite la FFTL.

De sa création à aujourd'hui, la FFTL a été dominée sans interruption là part une courte période en 1885) par un courant réformiste, dont deux des principales caractéristiques sont la tendance à la conciliation et le corporatisme. · La conciliation, héritée des corporations où ouvriers imprimeurs et maîtres imprimeurs coexistaient, était définie par Keufer, premier dirigeant de la FFTL, comme « le moyen le plus sage, le plus rationnel pour obtenir une augmentation de salaires ou toutes autres amé-

peut aboutir ». Cette ligne de conduite est aujourd'hui toujours de mise ; elle a été codifiée lors des accords signés par la FFTL en 56, accords qui prévoient qu'aucune grève ne peut être déclenchée avant réunion d'une commission de conciliation entre syndicat et patrons. Comme le souligne P. Chauvet, historien attitré de la FFTL, « l'ensemble de ces dispositions tend en prin-

cipe à rendre à peu près impossible sauf cas

tout à fait imprévu les grèves et les lock-qut ».

liorations. La cessation de travail ne devra être

employée que dans le cas où la conciliation ne

• Une structure anti-démocratique teintée de corporatisme. La FFTL s'est constituée et élargie à partir de l'adhésion des organisations des différentes corporations de travailleurs du Livre : association de typos, de conducteurs de machines, de correcteurs, de linotypistes etc... Aujourd'hui ces corporations sont représentées proportionnellement à leur nombre au Comité

Fédéral National, l'organisme dirigeant. A l'intérieur d'une même entreprise, ce système entretient la division : il n'y a pas de section syndicale d'entreprise mais des sous-sections techniques qui se réunissent séparément et sont organisées au niveau de la ville dans des sections professionnelles différentes. Les travailleurs d'une même entreprise sont donc divisés en corporations, refermées sur elles-mêmes, ce qui entrave l'unité d'action et favorise les manœuvres bureaucratiques des dirigeants syn-

Le fait due la FFTL à la Libération regroupait la quasi totalité des travailleurs du Livre, mais sous la direction des réformistes (Ehni le secrétaire général participa aux groupes FO avant la scission) explique que la bourgeoisie qui avait un besoin urgent de faire sortir sa presse, lui confia la mission de faire redémarrer les journaux et lui reconnut le monopole de l'embauche à charge de régler les problèmes de main

C'est ce système, qui après avoir permis à la bourgeoisie de remettre sur pied son appareil de presse, a été progressivement remis en cause. En 56 fut votée la loi Moisan, avec l'appui du groupe socialiste, qui interdisait le contrôle syndical sur l'embauche. Il y avait eu entre temps, la scission du syndicat jaune F.O. et la bourgeoisie voulait briser l'unité syndicale des travailleurs du Livre qui, malgré leur direction réformiste, représentaient une force considéra-

la combativité des ouvriers du Livre s'est manifestée, obligeant leurs dirigeants à lancer des luttes qui permirent d'arracher des avantages appréciables : réduction du temps de travail, augmentation de salaires.

Aujourd'hui, les patrons de l'imprimerie veulent restructurer et licencier massivement : dans la presse notamment, les procédés offset permettent de diminuer considérablement les effectifs (environ 90 %) et d'intensifier le travail. organisation syndicale unique des travailleurs du Livre est un obstacle à leurs plans.

Les dirigeants révisionnistes de la FFTL, même s'ils sont prêts à faire de larges concessions pour conserver le monopole de l'embauche, se heurtent aux aspirations de la base du syndicat qui veut faire de son organisation un instrument de lutte efficace contre les licencie-

La remise en cause des avantages acquis, les icenciements massifs, exacerbent les contradictions entre les directions révisionnistes et les travailleurs. Il devient beaucoup plus difficile pour les révisionnistes de pratiquer dans ces conditions de crise de l'imprimerie la conciliation et de le faire accepter par les ouvriers. Cette situation de faiblesse des révisionnistes d'une part, la combativité des travailleurs d'autre part, permettent de refaire de la FFTL une véritable organisation de lutte contre la bour-

### L'organisation du travail dans la presse parisienne

L'industrie de l'imprimerie est divisée

en 3 secteurs : Le labeur (peu concentré : 6000 entreprises de moins de 50 ouvriers, 200.000 personnes employées) qui effectue les travaux d'impression usuels, catalogues, cartes de visites, revues, livres...

- Le labeur presse qui fait quelques ournaux particuliers qui ne sont pas les grands quotidiens.

- Le secteur presse (très concentré) qui fabrique les grands journaux.

Nous avons interviewé Roland, receveur offset, 28 ans, travailleur intérimaire dans la presse après avoir été licencié de Néogravure.

« Quelle est la différence entre la presse et le lebeur ? ».

Roland: « La presse, ce sont les quotidiens, e labeur ce sont tous les périodiques et les autres publications, entre les deux, il y a le abeur-presse. La plus grosse différence, ce sont les salaires qui varient du simple au double ; un typo dans le labeur se fera ses 2000 F. par mois pour 40 h, dans la presse à peu près le double. Une deuxième différence est l'organisation du travail dans la presse, c'est le règne du service, c'est-à-dire, tu travailles en 4 × 6, par service de 5 h à Paris et 6 h en province. Par service, la somme de travail est définie strictement par la convention collective : par exemple pour un typo. faire 3 pages à 2, s'il y a 6 pages à faire et si tu as terminé au bout de 3h, les 2 h qui te restent tu attendras la fin du poste, et on fera venir deux autres gars pour faire les 3 autres pages... Alors que dans le labeur, quand tu as fini un travail, on t'en donne un autre et le patron peut intensifier le travail, comme il veut. Dans la presse, s'il veut intensifier il est obligé de faire appel à d'autres gars. C'est une des choses qu'Amaury veut faire sauter ».

« Il y a aussi le système d'embauche. Dans e labeur et dans les journaux de province, tu es embauché par le journal qui t'emploie, même si certains contingents sont réservés aux syndiqués de tel ou tel syndicat. Au Provençal », le journal de Deferre, ce sont tous des FO, à « Ouest-France » à Rennes, i y a CGT et CFDT etc... mais à Paris, le nonopole c'est la CGT. Dans la presse parisienne, le patron s'adresse à la Maison syndicale CGT du Livre, rue Auguste Blanqui, quand il a besoin de gars et c'est le syndicat qui lui envoie de deux manières : lo) en passant parmi ceux qui sont déjà embauchés dans les journaux parisiens

Figaro », « France-Soir », « Humanité » elle demande à certains d'aller doubler de service au « Parisien » par exemple ou ailleurs, c'est très conservateur, c'est le syndicat qui organise les heures supplémentaires. C'est valable pour les rotativistes et les clicheurs ; pour les typographes et les linotypistes en principe, ils restent au journal où ils ont été placés.

2º) en choisissant dans le labeur presse des gars d'âge minimum, 25 ans, 5 ans de carte CGT et pour ceux de province 2 ans de travail à Paris.

Edmond, 45 ans, dans le livre depuis 1947, typographe du « Parisien Libéré »

" Moi le suis dans le Livre depuis 1947.

pour entrer au « Parisien » voilà comment ça s'est passé : j'ai été chez Lang jusqu'en 1960, je suis passé au labeur presse. Quand 'étais chez Lang, j'ai écrit 3 fois au syndicat pour faire une demande pour la presse, on m'a répondu à la troisième fois « quand tu seras âgé de 25 ans... ». J'ai laissé tomber. En 1962, i'ai pu passer dans le labeur presse et en 1964, j'avais un copain au « Parisien » qui m'a demandé si je voulais faire un remplacement de vacances sans garantie d'embauche à la rentrée. J'ai donné mon compte, j'ai fait le remplacement et j'ai eu de a chance, à la rentrée, ils ont lancé à Paris les pages Seine et Marne du « Parisien » ; alors avec 2 autres, on a pu rester. J'ai été pris parce que je payais les timbres depuis 1947 et que l'avais un copain. Sinon l'aurais pu aller me faire voir ailleurs, c'est la maffia quoi. Moi j'y suis mais ce système ça ne me plait pas... Tout le monde a le droit de travailler. Si je n'avais pas été repris, le syndicat m'aurait recasé ailleurs dans le labeur. D'ailleurs s'ils ferment « Le Parisien », le syndicat nous a dit que les 140 linos, typos et correcteurs du « Parisien », on serait recasé dans la presse, les autres ne feraient que 5 services par semaine au lieu de 6 et nous on aurait du boulot...

On est mieux payé que dans le labeur, mais on n'a aucun dimanche, le jour de repos, c'est le samedi. Notre seul jour de repos c'est le 1er mai, et puis il faut voir les conditions de travail, avec des vieilles machines de 40 ans et le travail dans les 2 sous-sols du « Parisien ».

# triste fête de la jeunesse révisionniste.

La fête des jeunesses révisionnistes qui s'est tenue samedi et dimanche dernier à Montreuil n'a pas fait la une de l'Humanité, juste quelques lignes en page quatre. Il est vrai qu'on ne s'y bousculait pas.

A part des appels incessants à rejoindre les J«C», aucune perspective n'était proposée. Il n'y avait aucun stand sur les luttes ouvrières actuelles. Les propositions de lutte n'avaient rien d'enthousiasmant, elles se limitaient à des pétitions et des délégations. Les jeunes que nous avons rencontrés, pour la plupart, venus à la fête pour trouver des réponses à leurs interrogations sur comment mener la lutte, étaient déçus des explications données dans les forums. Ils se montraient par contre très intéressés par nos explications sur la dégénérescence du ParCNF et par les propositions de lutte de notre Parti.

Au cours des discussions, les responsables des J«C» étaient souvent incapables d'expliquer les difficultés des pays révisionnistes et étaient à court d'arguments pour critiquer la République Populaire de Chine. Beaucoup de jeunes, y compris des membres des JuCo, sont finalement repartis en se posant de nombreuses questions, et avec des doutes sur la capacité du révisionnisme à apporter le changement.

Corr. Drancy

# J.J.S.S. inquiet

« L'inquiétude est profonde et générale... Le scepticisme rampe et corrode le corps social. Les perspectives de la rentrée sont marquées par un sentiment d'angoisse.'.. Du monde qui nous entoure proviennent fracas d'orages et grondements d'anar-

C'est ServanSchreiber qui fait ce constat lucide de la crise politique, Mais c'est pour mieux placer son « projet pour l'an II », catalogue de fausses réformes dans le style giscardien. Le ministre de la réforme réformé pourrait s'appliquer à luimême ce qu'il dit du débat politique actuel : « il sonne creux et il n'a guère de prise sur la méditation ou les projets de chacun ».

# les cadeaux qui entretiennent l'amitié...

Dassault a perdu le marché du siècle, mais il lui-reste de quoi s'en remettre ; l'Etat s'est montré généreux, c'est ce que révèle le rapport de la Cour des Comptes. Pour le « Mystère 20 » il a reçu plus de 18 milliards d'anciens francs. Pour le Mercure, l'Etat a versé 503 milliards de francs (50 milliards anciens) remboursables à partir du 45° appareil. Comme 10 appareils seulement ont été vendus et qu'aucune compagnie n'est actuellement sur les rangs, Dassault n'est pas prêt de commencer à rembourser...

# Le 39è Congrès de la C.G.T.

# G. Séguy: toutes les formes d'action peuvent avoir leur valeur...

# pourvu qu'elles servent le programme commun!

Dans son rapport au congrès CGT du Bourget, G. Séguy tente de s'appuyer sur le développement actuel des luttes ouvrières. Car, les dirigeants révisionnistes de la CGT, ne pouvant ignorer la combativité des travailleurs, ont choisi de s'en saisir au profit de leurs perspectives bourgeoises du programme commun.

La soumission de la tactique du syndicat à la stratégie révisionniste du programme commun est justifiée d'un tour de passe-passe : le congrès de Nîmes en 1972 aurait exprimé, selon Séguy, « la volonté des travailleurs que l'union de la gauche, fondée sur un programme commun se réalise ». Eh bien, c'est chose faite, aux yeux de la direction confédérale ; puisque le programme commun existe pour « réformer profondément la société »!

Mais de quel « programme » s'agitil ? Et où voit-on que la classe ouvrière dans les luttes menées depuis 1972 (Lip, Saviem, Dunkerque, Everwear...) ait limité ses aspirations aux réformes dans le cadre capitaliste ?

Muet sur ce terrain, Séguy n'en est que plus à l'aise pour saluer sans grand risque « l'aiguisement et l'extension de la lutte des classes », en envoyant même des coups de chapeau sans conséquence aux luttes des OS, des femmes, des immigrés ou des jeunes. Au contraire, pour lui tout est bon aujourd'hui, si cela rapproche « la proximité des changements dont la France a un besoin urgent », c'est-àdire « l'application du Programme Commun de la gauche »...

#### SEGUY ET LA COMBATIVITE **DES TRAVAILLEURS**

Ce que veut dire la direction CGT, c'est que faute d'un horizon électoral immédiat, la seule manière de faire triompher la soi-disant union de la gauche, c'est « d'avancer les échéances » par la lutte. Nourri d'un bel optimisme depuis la grève de Renault (qui a fait la démonstration, selon le rapport confédéral, que « pouvoir et patronat... ne sont pas invulnérables ») Séguy affirme : « Avant 5 ans nous aurons fait triompher les changements salutaires pour lesquels nous combat-

Mais pour cela, les révisionnistes dans la confédération ont besoin « d'une puissante CGT, au cœur des luttes » qui serve leur projet.

C'est pourquoi, le rapport au 39ème congrès fait état d'une riposte ouvrière « de plus en plus fréquemment offensive ». Quoi de plus normal alors que de pousser les syndicats « à rechercher des formes de luttes aussi efficaces que possible », fussent-elles très « nouvelles » voire « audacieuses ». Tout étonné lui-même de la volonté d'offensive des travailleurs, Séguy est plein de louange pour leur « grande tenacité ». Et il est visiblement surpris de voir qu'aux PTT, malgré l'échec (dans lequel il se garde bien de montrer le rôle de la direction révisionniste de la CGT) « la combativité ne s'en trouve pas émoussée et qu'à la première occasion la bataille redémarre » !

#### LIMITER L'OFFENSIVE OUVRIERE...

On passe rapidement dans le rapport confédéral de la surprise à l'inquiétude. Devant la détermination à vaindre des ouvriers de Chausson, devant la tenacité des tanneurs d'Annonay depuis un an, devant l'imagination et l'illégalité au service de la grève à Everwear ou Caron-Ozanne, l'initiative et les aspiramultiplient.

C'est ce qui gêne Séguy lorsqu'il est obligé de constater que : « l'attitude patronale provoque parfois tellement de colère » que même « le souci d'agir dans les conditions les moins onéreuses... » est une « préoccupation dépas-

Alors il s'agit de serrer les rangs autour du cadre syndical (on se rappelle les attaques contre le Comité de Grève à Chausson Gennevilliers) et faire admettre par les travailleurs euxmêmes les limites à leur mouvement en les amenant à « participer à l'élaboration des décisions » allant dans ce sens. C'est le cas aux Câbles de Lyon où, évacués sans résistance par les CRS, les ouvriers se voient regroupés dans les locaux de la mairie révisionniste sur le mot d'ordre, en fin de compte contradictoire avec la reprise des lieux de production : « l'usine est là où sont les travailleurs ».

Aussi l'affirmation des limites apportées à l'offensive ouvrière est-elle nette dans le rapport de Séguy, avec un appel sans équivoque à « concevoir de façon responsable la conduite des

La clef de cette attitude est la même qu'en 1971 contre les cheminots, les travailleurs de la RATP, la prétendue nécessité de « rechercher, en toute circonstance, l'approbation et le soutien de l'opinion publique ».

Mais l'opinion, c'est la bourgeoisie qui la fabrique (cf. le passage du rapport sur « l'information »). Alors s'agit-il de plier devant les idées fausses et l'influence de la bourgeoisie dans les masses tout en s'indignant

tions révolutionnaires des masses se devant « la mainmise du patronat sur les moyens de communications » ?

> C'est la voie qu'offre Séguy. C'est celle du désarmement idéologique face à la contre offensive de la bourgeoisie, la voie de la conciliation avec l'ennemi de classe !

Le débouché de cette logique, c'est le thème des « libertés » rejoignant la campagne du P«C»F contre « le régime des milices et des molosses ».

Dans ces conditions, pas question d'aller vers un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière qui donnerait à l'offensive ouvrière actuelle un plan d'ensemble, une réponse aux aspirations à un changement révolutionnaire.

Pour répondre aux préoccupations des travailleurs, Séguy n'offre que le traditionnel échafaudage d'actions « de la plus partielle à la plus coordonnée » avec sa hiérarchie de fausses coordinations des luttes, à l'exemple de la manifestation stérile et manipulatoire d'un millier d'ouvriers (des 24 entreprises occupées dans la région parisienne) devant le CNPF.

C'est pour cela qu'il est temps que s'affirme avec vigueur une alternative révolutionnaire, offrant aux syndiques CGT une autre perspective que le Programme Commun et une conception de l'unité syndicale sur des bases de lutte de classe qui fasse pièce au compromis réformiste du 26 juin 1974. C'est un aspect important de la voie que trace notre Parti dans les entreprises. C'est en ce sens également que, pour répondre aux aspirations de nombreux syndicalistes révolutionnaires dans la CGT, le développement large de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire est à l'ordre du jour !

Stéphane RAYNAL 25/6/75.

# Convention nationale du PS sur l'autogestion ! Divisions sur deux projets réformistes !

Une nouvelle preuve de l'incapacité du PS à faire croire aux masses qu'il veut réellement changer radicalement de société, vient d'être apportée par sa convention sur l'autogestion. Une partie significative des débats a eu pour sujet la discussion autour de la 16ème thèse présentée par le CERES, minorité du PS dirigée par Chevènement. La direction du PS avait refusé d'inclure cette thèse dans le document soumis au vote, et les radios et journaux. bourgeois présentent Chevènement et sa fraction comme de pauvres révolutionnaires incompris et opprimés par la

### LE CERES « REVOLUTIONNAIRE »

En réalité, l'unique différence notable de cette thèse est l'affirmation, qui revient comme une incantation au début de tous les paragraphes, qu'il faut « mobiliser les masses », Hors de cela, le CERES se contente de répéter ce que disent les autres thèses (voir leur analyse dans FR 161), c'est à dire qu'il faut gagner les élections, faire triompher le front de classe ». A l'instar des 15 autres, la 16ème thèse élude avec soin la question du pouvoir, la question de la révolution, de l'armée bourgeoise, etc... Au fond, ce que prétend faire le CERES, c'est trouver une recette plus efficace que la tendance Mitterrand pour faire triompher la même politique contre-révolutionnaire. Les militants du PS, dit le CERES, doivent se tenir prêts pour une éventuelle intensification de la lutte des classes »; la tâche que Chevènement leur assigne, c'est de « jouer un rôle décisif pour mettre en échec les tentatives de récupération multiples et les tentations spontaneistes » dans le cas d'une victoire électorale de la « gauche ». Attention, prévient le CERES, il faudra alors mettre en place des « organisations » qui soient capables de canaliser les aspirations révolutionnaires des masses, de leur cacher que le gouvernement de la « gauche » est un gouvernement bourgeois. C'est cela le fond de ce que le CERES nomme la « mobilisation des masses ». Il s'agit donc, simplement, d'une divergence tactique par rapport à Mitterrand : le CERES est partisan d'accentuer l'alliance avec les révisionnistes et d'orienter le PS vers un « élargissement de sa base sociale en direction des travailleurs », il préconise aussi l'alliance avec ce qui reste du PSU. Au contraire, la tendance majoritaire du PS ne pense pas que cette tactique soit la seule appropriée à la nécessité du maintien de la dictature bourgeoise : Mitterrand veut, pour sa part, préserver le rôle de parti charnière du PS pour une éventuelle coalition socialo-libérale. Il veut bien chercher à récupérer les aspirations révolutionnaires des masses, se donner un « corps de doctrine » pour tenter de recueillir les fruits du déclin du révisionnisme, mais cela ne saurait gâcher, pour lui, l'ambition générale du PS de jouer un rôle central dans une coalition qui excluerait les révisionnistes.

### **RIVALITES ENTRE FRACTIONS**

Un autre aspect de la convention «-socialiste », c'est la division qui est apparue entre les tractions du PS : on ne saurait se laisser prendre à l'image d'un PS uni derrière



Mitterrand. Chevènement et Mitterrand se sont affrontés en que cheis de lactions rivales et lyinterrand garder son ton tempéré de candidat chef d'Etat pour répondre aux attaques du CERES. D'autres tendances du PS en ont profité pour se livrer à des luttes de couloir : ainsi les éléments les plus ouvertement réactionnaires réunis autour de Guy Mollet ont voté avec le CERES pour montrer qu'ils ne se soumettent pas à la majorité. Cela illustre avec éclat la réalité des débats politiques au sein du PS, où les motions (ronflantes ou modérées) ne sont en fait qu'un prétexte pour réaliser des coalitions hétéroclites de voix, et pour masquer les luttes d'influences au sein de ce parti

### **ECHEC DE LA CONVENTION**

En fait cette convention a été un échec pour le PS qui a été incapable de s'unir autour de l'autogestion, question pourtant présentée comme décisive par les dirigeants pour affirmer une doctrine autonome du PS, capable de tromper les masses et de se distinguer à la fois de Giscard et du P«C»F. Les réticences et les divisions ont été mises en lumière par le fait que presque la moitié du parti n'a pas participé au vote sur les thèses présentées. En outre, l'échecapparait clairement en ce qui concerne le projet du PS de faire croire à l'autogestion : la convention a été marquée par des interventions significatives du peu de prise que rencontre ce mot d'ordre fumeux : Poperen a appelé à « ne pas s'écarter des masses », Mitterrand a déclaré que le PS veut « placer sa stratégie sur le plan des réalités » et qu'il n'oublie pas de « lutter pour le salaire minimum » en même temps qu'il « cherche une société nouvelle ». Ces déclarations montrent bien que le PS, quels que soient ses désirs de récupération des aspirations révolutionnaires, est au fond incapable congénitalement de trouver un moyen pour apparaître comme un parti digne de confiance et non un ramassis d'ennemis du peuple.

Spall of the state of the state

Paul LEFORT.

### Mitterrand au palais des sports

Censé être la « consécration de la montée du PS », le meeting du palais des sports de lundi avait réuni une salle composée presqu'exclusivement de cadres cravatés et de notables replets. Belle consécration en effet que cette salle à peine pleine et pourtant composée; aux dires d'Estier, de « socialistes venus de Paris et des départements » / Chapuis, récent rallié du PSU, souriait à la sortie du meeting pendant que la section PS d'Epernay proposait dans un « tract » des caisses de champagne à 22 F. la bouteille (caisses de 15 ou 20, minimum). Le champagne, baptisé sans complexe « cuvée rose au poing » était sans doute pour beaucoup dans les gesticulations désordonnées de quelques militants du CERES s'étaient habilement répartis mais ient faire illusion sur une salle plutôt occupée à digérer qu'à réprendre le mot d'ordre « unité populaire, programme commun ». Une femme de cadre, robe moirée, s'encanaillait à lever le poing au son d'une internationale reprise par environ 1 sur 100 des participants. pendant que son mari gêné s'efforçait de faire cesser une telle incon-

Le clou de la soirée était l'intervention de Mitterrand. Les orateurs qui l'avaient précédé avaient à peine pu finir leurs phrases entrecoupées de « Bergeron démission », comme s'il n'y avait pas des dizaines du Bergeron au PS. Mitterrand essuya aussi ce mot d'ordre quand il déclara que le PS est « là où l'on se bat dans l'entreprise ». Il fit pourtant preuve de perspicacité quand il affirma que « le PS doit disparaître s'il n'est que le garde chiourme de la bourgeoisie ». Il avait gauchi son style, sans toutefois prononcer le mot d'autogestion, face à une salle qu'il savait parsemée de ses opposants du CERES. II prononça subrepticement le nom de Marx, pour mettre aussitôt en garde contre « l'idée qu'il faut démanteler l'Etat », qualifiée par lui de « décoction de Napoléon ». La fin du discours fut consacrée à dénoncer sans le nommer le CE-RES, sommé « d'abandonner toute action fractionnelle ».

PHILIPPINES

## Deux mois après la victoire des peuples indochinois, LA NOUVELLE SITUATION EN ASIE DU SUD-EST

Depuis 1945, les Etats-Unis avaient intégré tous les pays d'Asie du Sud-Est dans leur dispositif stratégique dans le bassin du Pacifique par l'intermédiaire de gouvernements entièrement soumis.

Les Philippines abritaient les bases militaires, parmi les plus grandes du Pacifique, d'où partirent des centaines peuples indochinois. La Thailande était transformée en un gigantesque porteavions, elle abritait le quartier général premier ministre Thailandais. des forces spéciales en Asie du Sud-Est dont dépendaient notamment les mercenaires engagés par la CIA au Laos ; l'armée thailandaise intervenait directement aux côtés des troupes américaines au Vietnam, ou à leur place, au Laos et à la frontière du Cambodge.

Tous ces pays, enchaînés à la politique US par « l'aide », la pénétration économique, par un grand nombre de traités bilatéraux ou régionaux, ont adopté, ces derniers temps, des attitudes très différentes de celles que la domination US leur imposait depuis des années.

#### LA REPERCUSSION DES VICTOIRES DES PEUPLES D'INDOCHINE DANS LES PAYS D'ASIE DU SUD-EST

de leur débâcle : les Philippines ne la politique des réfugiés, menaçant le fantoche Ky de l'emprisonner s'il débarquait à Subic Bay. De son côté la contre l'utilisation des bases US dans l'affaire du Mayaguez.

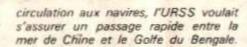
Tandis que les Philippines envisageaient la fermeture des bases de Subic Bay, la Thailande exigeait l'accélération du départ des troupes US stationnées sur son territoire.

« La présence des forces étrangères compromet la souveraineté et l'indépendance du pays et l'isode vols de bombardements contre les lera du principal courant de pensée en Asie et même dans le monde » affirmait en janvier le conseiller du

> Les pays d'Asie du Sud aspirent à rejoindre le camp des pays du Tiers Monde. Au lieu de mener une diplomatie entièrement soumise aux intérêts de l'hégémonie US, ils la transforment pour répondre à leur souci d'indépen-

> Les Philippines viennent d'établir des relations diplomatiques avec la Chine. La Thailande s'y prépare pour les prochains jours. Loin d'envisager un blocus des pays indochinois, l'association des pays d'Asie du Sud Est, mise sur pied par les USA en 1967, a pris contact avec les gouvernements des pays indochinois et se déclare prête à établir des liens diplomatiques.

Le social-impérialisme menace directement l'indépendance de ces pays. Il aspire à remplacer les USA dans la région, et les pays de la région doivent maintenir une vigilance particulière face Ils refusèrent de suivre la politique aux visées sournoises de cette supercriminelle des Etats-Unis au moment puissance. La Birmanie a dû résister aux pressions soviétiques qui visaient à voulurent pas seconder les USA dans l'intégrer dans un « traité de sécurité collective » qui aurait assuré un solide moyen pour l'hégémonie social impérialiste dans la région. De même la Thailande a vigoureusement protesté Malaisie et l'Indonésie ont du mettre en échec la tentative de l'URSS « d'inl'agression contre le Cambodge lors de ternationaliser » le détroit de Malacca; sous le prétexte d'assurer une libre



#### LES PAYS D'ASIE DU SUD-EST LUTTENT POUR RECUPERER **LEURS RICHESSES NATIONALES**

Comme tous les pays du Tiers Monde, les pays d'Asie du Sud-Est luttent pour que leurs matières premières soient payées à un juste prix. Ils sont les premiers producteurs d'étain et de caoutchouc. Alors que sous la direction des USA et de l'URSS, les pays impérialistes voulaient faire baisser les prix de l'étain, la Malaisie et la Thailande groupées avec d'autres producteurs d'étain, ont imposé une augmentation de plus de 10 % des prix. Les producteurs de caoutchouc de la région ont créé un organisme chargé de stocker le caoutchouc afin de maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande et de stabiliser les prix sur le marché mondial. Dès cette année ces pays d'Asie du Sud-Est ont réduit leurs livraisons de 380.000 tonnes.

La victoire des peuples indochinois coincide avec le renforcement du courant mondial pour l'indépendance et le contrôle des matières premières dans une des régions du monde où la domination US semblait la mieux as-

#### LES MASSES FONT PRESSION SUR LEURS GOUVERNEMENTS POUR RESISTER AUX VISEES DES IMPERIALISTES ETRANGERS

En Thailande, de puissantes manifestations ont protesté contre l'agression US contre le Cambodge lors de l'affaire du Mayaguez exigeant le retrait de toutes les troupes américaines de Thailande

En 1973, le gouvernement de Thanom Kittikachorn étroitement soumis aux USA, a été renversé après plusieurs jours d'émeutes dans la capitale, son renversement a été à l'origine de la révision de la politique thailandaise à l'égard des États-Unis, et de l'exigence du retrait des troupes US

La visite du premier ministre japonais en janvier 1974, en Thailande et en Indonésie, a été l'occasion de manifestations violentes dans ces deux pays, contre la domination et le pillage économique par le Japon, grâce aux facilités, imposées par les Etats-Unis, à l'établissement d'entreprises étrangères.

C'est tout le pillage néo-colonial qui est dénoncé massivement par les masses dans les villes, aux premiers rangs desquelles se trouvent les ouvriers.

A Singapour et en Malaisie, d'importantes manifestations se sont récemment déroulées contre les bas salaires encore amputés par l'inflation, contre les licenciements des entre prises étrangères qui fermaient leurs

portes. A Singapour des étudiants ont organisé un centre d'étude sur les compressions d'effectifs et engagé des actions de soutien aux ouvriers notamment en organisant des manifestations communes. En Birmanie et en Thailande des grèves très dures, accompagnées de manifestations violentes, ont été autant de menaces contre le gouvernement, de dénonciations des effets du néo-colonialisme, qui montrent que les masses dans les villes ne veulent plus supporter la misère que leur impose la double domination des capitalistes étrangers et de ceux qui leur ont ouvert les portes et répriment violemment les manifestations et protestations.

THAILANDE

#### LES PEUPLES VEULENT LA REVOLUTION

A l'heure de la victoire des peuples d'Indochine, des combats importants se déroulent dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est. En Thailande, les forces armées populaires, qui avaient détruit des 852 sur la base d'Utapao, mênent de nombreuses opérations tlans le Nord-Est à partir des zones libérées. En Malaisie, les forces populaires poursuivent sur différents points du territoire, la lutte armée. En Birmanie, les communistes du monde entier rendaient récemment hommage aux carnarades Thakin Zin et Thakin Chit. morts au combat. Aux Philippines, du Nord au Sud du pays, la lutte armée se poursuit malgré les violentes attaques des forces gouvernementales, malgré l'état d'urgence et la loi martiale.

Bien que dans chaque pays les gouvernements aient tout mis en œuvre, souvent à l'instigation des Etats-Unis. pour étouffer la lutte révolutionnaire, pour étrangler les forces armées populaires, celles-ci poursuivent la guerre populaire qui balaiera définitivement d'Asie du Sud-Est l'impérialisme et le néo-colonialisme

#### LES PAYS VEULENT L'INDEPENDANCE, LES NATIONS LA LIBERATION, LES PEUPLES LA REVOLUTION

Borneo

Dans l'Asie du Sud-Est aujourd'hui, le mouvement des pays du Tiers-Monde pour l'indépendance et le contrôle des richesses naturelles a ainsi gagné des pays où les gouvernements, ont exercé et exercent une oppression férace sur leur peuple comme en Indonésie ou dans les Philippines, bastions présumés il n'y a pas longtemps les plus « sûrs » de la domination US. Les rêves du social-impérialisme de se substituer aux Yankees, en profitant de leur défaite en Indochine, se heurtent, comme partout, à la volonté des pays du Tiers-Monde d'exercer entièrement leur souveraineté.

Les initiatives de tels gouvernements sont l'indice évident des bouleversements apparus dans la situation mondiale. Ils sont annonciateurs de bouleversements encore plus profonds. Car il est évident que de tels gouvernements sont à la fois cible et moteur du mouvement qui se renforce dans le Tiers-Monde, Moteur parce qu'ils participent au mouvement d'ensemble de ces pays du Tiers-Monde ; cible parce qu'ils ne peuvent cependant empêcher d'accèder à une conscience supérieure. de réclamer des comptes et de prendre les moyens pour arracher le pouvoir, afin de doter leur pays d'une indépendance véritable.

Les glorieux exemples de la Chine socialiste, du Vietnam dans sa région au nord du 17º parallèle, et maintenant au Sud, du Cambodge et du Laos, sont la preuve éclatante que cette voie est la seule possible pour l'émancipation complète des peuples.

Grégoire CARRAT.



A Djakarta, le peuple indonésien manifeste contre l'impérialisme japonais

# LA SANTE PUBLIQUE EN ALBANIE SOCIALISTE (2)

(Suite du No 161)

La santé publique étant au service des travailleurs, elle fait l'objet d'un contrôle ouvrier très strict. Les droits des ouvriers concernant la protection du travail et la sécurité technique sont consacrés par la loi, dans le Code du Travail de la République Populaire d'Albanie, ainsi que les règlements de sécurité. Aussi un des objectifs du contrôle ouvrier dans l'usine est-il de les faire respecter. Si un cadre quelconque de la production néglige le règlement sanitaire, les ouvriers euxmêmes ont le droit et le devoir de lui demander des comptes et de prendre en charge l'application pratique de la législation du travail, des normes techniques de sécurité contre les accidents do travail etc

Par l'intermédiaire de leur organisation professionnelle, les ouvriers font connaître, au niveau de l'atelier comme de l'usine, les améliorations nécessaires, puis veillent à leur réalisation pratique. Cela peut aller de l'installation de dispositifs protecteurs près de machines dangereuses, du chauffage dans les ateliers ou de douches, à l'équipement des ouvriers en combinaisons bottes. Certaines usines, si les procébeurre, voire même, à la réduction de et la pénibilité de leur travail, les

l'horaire de travail sans diminution de

Tous les soins sont entièrement gratuits. Qui plus est, l'ouvrier continue de bénéficier de ces avantages lors de ses arrêts de travail ou de sa retraite. Une ouvrière enceinte voit ses conditions de travail allégées ; elle touche en plus un congé payé de 12 semaines, partagé en six semaines avant et six semaines après l'accouchement, période automatiquement rallongée si la naissance se fait avant terme ou s'il s'agit de jumeaux. De plus, lorsque l'enfant est encore au sein, elle peut aller le nourrir à la crèche de l'usine pendant ses heures de travail qui lui seront

Lorsqu'une incapacité est provoquée par un accident du travail, ou une maladie professionnelle, les travailleurs touchent, indépendamment de leur ancienneté, 95 % du salaire moyen du dernier mois. Les mineurs touchent, quant à eux, la totalité de leur salaire. Si l'incapacité est due à une maladie ou un accident quelconque, selon l'ancienneté, les travailleurs toucheront 70 à 85 % de leur salaire (90 % pour les mineurs de fond).

Enfin, l'ouvrier arrivé à l'âge de la spéciales lunettes, gants, masques, retraite ne connaît pas les conditions déplorables réservées aux « vieux » dés de travail l'exigent, procèdent à la dans la société capitaliste. Selon leur distribution d'antidotes tels que lait, état physique, leurs années de service

ouvriers sont en retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes. Mais les travailleurs victimes d'accidents du travail peuvent toucher la pension vieillesse avant l'âge, de même que les travailleurs affectés aux travaux les plus durs (les ouvriers du caoutchouc, pétrochimie ou de la verrerie sont en retraite à 55 ans ; les mineurs de fond ou les métallurgistes à 50 ans).

La pension vieillesse est fixée à 70 % du salaire moyen des dernières années de travail, en sorte que dans un pays qui ne connaît ni l'inflation, ni les

impôts, qui a les loyers les plus bas du monde et où l'assistance médicale est entièrement gratuite, l'ouvrier reçoit une pension qui lui permet de bien vivre ; cependant qu'il ne cessera pas d'être intégré à la société, diverses possibilités de continuer à avoir quelques activités lui seront offertes.

Néanmoins, ne jugeant pas encore satisfaisantes ces mesures, un effort particulier a été fait ces dernières années pour la défense de l'environnement et les centres ouvriers, qui se

sont constitués près des complexes industriels, ont vu la création de stations d'épuration d'eau de même que le développement de la protection de la faune et de la flore (parcs près des usines) pour permettre aux villes de ne pas connaître les méfaits d'une industrialisation pour laquelle la machine compterait plus que l'homme. Car en Albanie, l'homme est le capital le plus précieux.

Camille NOEL.

200 ED 20	SANDE DE CONTACT	
UE	MANDE DE CONTACT	
AND THE RESERVE OF THE PARTY OF		
COMPANY OF THE PARTY OF THE PAR		
A	AFC FE B.C.W. (mil)	
A	VEC LE P.C.R. (ml)	
A	AEC FE B.C.K. (MII)	
A	VEC LE P.C.K. (MI)	
<b>A</b>		
	Nom	
	Nom Prenom	

# PORTUGAL: le texte du conseil de la révolution un texte de compromis

sions, le Conseil de la Révolution partis réactionnaires et liés aux impéportugais a publié un texte qualifié rialistes européens ont tout tenté pour d'historique. Il s'agissait de trancher, mettre à profit les résultats des élecau moins provisoirement, un débat tions qui leur donnaient une énorme lancé depuis plusieurs semaines : les majorité. Ils voulaient donc rabaisser le partis politiques allaient-ils être mis à parti révisionniste et sous prétexte de l'écart, puisque, par leurs disputes, faire reconnaître « la volonté du peuleurs rivalités incessantes,ils mainte- ple », marginaliser le MFA, instaurer naient le pouvoir dans une crise gou- une démocratie bourgeoise de type vernementale perpétuelle ? Irait-on vers occidental traditionnel avec le pluralisun gouvernement composé unique- me des partis bourgeois. C'est de cette ment de militaires 7 Comment le Mou-volonté qu'est née la dernière crise vement des Forces Armées (MFA) gouvernementale, qui a fait dire à plus envisagerait-il ses liens avec les organi- d'un journal portugais : « Qui gouverne sations de masse existant à la base ? le pays ? » Sur cette question précise, deux points de vue se sont opposés :

Premier projet : les « Comités de Défense de la Révolution », qui placaient les organisations de masse sous le contrôle centralisé du MFA, et réduisaient leur rôle à l'application des mesures et directives données, par le

Deuxième projet, qui prévoyait certains pouvoirs locaux pour ces comités de masse et qui auraient supplanté les municipalités, sièges entre autres de bataille entre les partis.

### UN EQUILIBRE INSTABLE

Le texte issu des débats du Conseil de la Révolution est en fin de compte principal, pour le MFA est de s'affir du pays. mer comme le seul détenteur du pouvoir. Bien avant les élections, il avait toutes les décisions, que ce soit en sera le Président de la République...

Le MFA répond clairement que c'est lui. Il affirme la « nécessité d'un renforcement de l'autorité révolutionnaire du MFA, comme base d'un pouvoir d'Etat qui permette le développement normal et pacifique de la transition vers le socialisme ». Mais pour ce qui est des partis, c'est le statu-quo. Le MFA réaffirme que la « transition vers le socialisme se fera par la voie pluraliste. Le pluralisme exclut la construction du socialisme par la voie de la violence ou de la dictature, il implique la reconnaissance de divers partis et courants d'opinions politiques et même de ceux qui ne défendent pas nécessairement les options socialistes » !. Le MFA adresse simplement une mise en garde aux partis de la coalition qui un texte de compromis. Le problème à la situation économique et financière doivent surmonter les divergences face

Il ne fait donc aucun doute que les pris soin de concentrer entre ses mains affrontements continueront, parce que les partis politiques prolongent leur matière législative, pulsque c'est lui qui rivalité au sein même du MFA, parce dit en dernier ressort, si les lois propo- qu'il est le centre du pouvoir. Il n'y a sées sont valides ou pas, comme en qu'à voir la manifestation convoquée matière exécutive : c'est lui qui propo- par le PS lundi dernier, à laquelle est accouru le PPD, pour constater que les C'est ce qui était consigné dans le partis n'ont comme solution que de « pacte » avec les partis politiques, s'accrocher au MFA pour faire pres-Mais ce pouvoir s'est trouvé rapide- sion sur lui. A des degrés divers, leur ment contesté après les élections à la jeu est limité, comme l'ont prouvé les Constituante du 25 avril 75, en parti menaces à répétition de Soarès de

Après plus d'une semaine de discus- Portugais) a vite emboîté le pas. Ces cautionner le MFA, c'est à dire aussi de tenter de l'emporter de l'intérieur.

### UNE UNITE DE FAÇADE

C'est pourquoi le MFA se trouve devant des contradictions difficilement surmontables. Il veut s'affirmer, mais en réalité il est lui-même affaibli par les mêmes luttes : comment régler les contradictions avec les masses ? Que signifie l'indépendance nationale ? Quelle attitude devant les pressions des super-puissances ? Sur tous ces problèmes, un équilibre instable s'est réalisé entre les différentes tendances. De plus, le MFA doit contrer la radicalisation de certains officiers qui voient l'impasse, pour la bourgeoisie elle-même, de la situation. Il ne peut se permettre d'apparaître divisé aux yeux des masses, et c'est pour cela qu'il veut renforcer une unité de façade : « Tous les militaires devront progressivement être intégrés dans le MFA », déclare le texte. Mais cela ne peut résoudre la contradiction qui reste, à savoir la nécessité pour le MFA de s'affirmer comme seul détenteur du pouvoir, sous peine d'affronter d'autres campagnes visant à le mettre à l'écart, alors que dans le même temps, ce pouvoir est lui-même l'enjeu d'une lutte qui divise le MFA. Prenons l'exemple de la presse ; le MFA a décidé de prendre le contrôle direct de plusieurs journaux appartenant à l'Etat. Que vont dire ces journaux ? Qui va parler à la télé au nom du MFA ? Il n'est qu'à voir la bataille pour le contrôle de la presse, de l'information, qui se déroule autour du « Republica » pour constater que PS et P«C» comprennent bien l'importance d'avoir, surtout dans cette situation de crise aigüe, de vastes moyens d'information pour tenter de

#### LES MASSES REFUSERONT D'EN FAIRE LES FRAIS

Compromis sur l'essentiel, puisque tous les partis se retrouvent en lice culier par le Parti Socialiste de Soarès, sortir du gouvernement, qu'il ne peut \* pour poursuivre l'affrontement, le texte auquel le PPD (Parti « Démocratique » mettre à exécution. Le PS ne peut que du Conseil de la Révolution est, par

rapport aux masses, profondément réactionnaire : quel rôle leur est-il

« Les organisations populaires auront a exécuter des tâches de protection des centres vitaux à la demande et sous le contrôle du MFA, en cas d'urgence nationale ». C'est ainsi que le MFA voit la « mobilisation » des masses contre les tentatives fascistes, alors même qu'il vient de faire libérer, après une première fournée de vingt, dix autres prévenus impliqués dans le coup spinoliste du 11 mars, alors même qu'il vient de promulguer une loi pour empêcher « une épuration abusive » !

Le MFA « n'admettra pas les organisations civiles armées partidaires ou apartidaires ». Pourquoi craint-il ainsi que les masses populaires soient armées, si ce n'est qu'il prend les devants pour se prémunir contre elles.

Face à la situation économique, sous la pression impérialiste qui soumet le Portugal au chantage : « investissement contre une démocratie pluraliste », il veut faire payer la crise aux masses par un plan d'austérité : accélération des cadences, baisse de la consommation par le blocage des salaires. Les grèves sont « réactionnaires », les revendications de salaires sont « irréalistes » !

Mais l'ensemble de ces mesures ne peut que dresser de plus en plus le peuple portugais contre la démocratie bourgeoise. La moitié des travailleurs des chantiers navals de la Lisnave se sont prononcés pour la dictature du prolétariat, et les appels du parti révisionniste à reconstruire l'économie, à participer à la bataille pour la production, se soldent par l'échec. Le peuple portugais n'a rien à attendre de ces partis politiques qui se battent pour le pouvoir bourgeois, ni des super-puissances qui tentent de mettre à profit leur présence au gouvernement pour mener au Portugal leur lutte en vue de l'hégémonie. Les mesures du MFA ne répondent en rien à la lutte des masses pour le pain, la terre, la démocratie et l'indépendance !

Monique CHERAN.

Sadate, le président égyptien a déclaré : « Israël dans ses frontières de 1967 est devenu une réalité indéniable pour la bonne raison que les deux grands qui se partagent la tutelle du monde protègent cette réalité... S'il en est ainsi à quoi bon la surenchére et les projets de jeter Israël à la mer ». Il n'aurait pu mieux dire toute sa soumission devant les pressions des super-puissances.

Au lendemain même de la visite de Rabbin à Washington, le parti travailliste au pouvoir publie pour la première fois « la carte définitive d'Israel » qui annexe le Golan, Gaza, la Cisjordanie et le Sinai jusqu'à Charar El Cheikh, C'est la preuve que les dirigeants sionistes veulent mettre à profit la soumission de Sadate aux super-puissances pour imposer non seulement son existence mais sa politique d'annexion aux peuples arabes.

Les peuples arabes aux côtés du peuple palestinien ne se soumettront pas au chantage et au diktat des super-puissances.

### L'HEGEMONISME SE TRAHIT

Au cours des négociations entre la Chine et le Japon pour conclure un traité de paix, la Chine a demandé d'inclure une clause dite anti-hégémonique, par laquelle les deux pays s'engagent à lutter contre toute tentative d'hégémonie de pays tiers dans la région. L'URSS a violemment réagi et l'Agence Tass a publié une très longue déclaration au gouvernement japonais, où elle accuse la Chine d'introduire « une clause qui vise en premier lieu l'Union Soviétique ». De tels cris de l'Union Soviétique sont un aveu. Aveu attesté par les faits ; l'Union Soviétique ne cesse de violer l'espace aérien et les eaux territoriales du Japon ; le pillage des ressources de la mer, les essais de missiles et de fusées dans le Pacifique, mettent en péril la vie des pêcheurs japonais et l'URSS occupe toujours les îles Kourilles du Japon qu'elle a trans formées en base militaire. Le Kremlin impose son hégémonie dans la région, il veut empêcher que les pays se dressent contre lui.

# VIVE L'INDEPENDANCE DU MOZAMBIQUE! VIVE LE FRELIMO ! (1)

Notre voix qui a découvert an 1 Dans la fosse aux crapauds

Du simple mot «ESCLAVAGE»

Noémia de Sousa.

#### LA COLONISATION DETRUIT LES STRUCTURES DES ROYAUMES AFRICAINS DU MOZAMBIQUE

La résistance du peuple mozambicain contre les visées des colonialistes portugais s'est maintes fois manifestée lors des cinq siècles de leur lente pénétration. Après avoir établi une série de comptoirs commerciaux, en détruisant le commerce arabe dans la région, au début du XVIe siècle, les colonialistes tentèrent par la violence armée de s'emparer des richesses du roysume de Monomotapa. En 1571, pour ce faire, ils envoient 1000 soldats pour soutenir leur politique de brigandage, ils sont balayés par les guerriers africains.

Durant des siècles, les Zimbas, les Chicoas, les Macuas s'opposèrent à la pénétration des forces coloniales. C'est à partir de la chute de l'empire de Gaza (bataille de Macontene 20 juillet 1897) que les colonialistes portugais, profitant des divisions dans les rangs africains, mais surtout de l'appui de leur puissant protecteur, la Grande Bretagne, pourront alors entreprendre sont assassinés. le pillage systématique des richesses du peuple mozambicain, sa féroce exploitation par le travail forcé. Une circulaire institue le travail obligatoire organisations nationalistes se créent à

Notre voix grasse de misère c'est à dire ceux qui ne travaillent pas Notre voix briseuse de chaînes encore pour les colons, l'Etat ou les Notre voix d'Afrique monopoles. Plus de la moitié de la Notre voix noire qui crie, crie, population active mozambicaine sera crie soumise au travail forcé six mois par

La Convention du 11 septembre Le chagrin énorme comme le 1928, signée entre le Portugal et l'Afrique du Sud, règle le louage de dizaines de milliers de travailleurs mozambicains vers les fermes et les mines sud-africaines (« accord du Transvaal »).

> Les autorités portugaises fourniront 100.000 travailleurs indigènes par an à 2 livres (sterling) et 6 schillings le travailleur. De même un accord est signé entre le Portugal et la Rhodésie.

> En 1960, plus de 400.000 Mozambicains travaillent en Afrique du Sud et en Rhodésie. Un cinquième des recettes en devises de la « province » du Mozambique provenait de cette main d'œuvre sur-exploitée.

### L'ORGANISATION DE LA RESISTANCE

C'est surtout après la seconde guerre mondiale que l'on assiste à la constitution des groupes clandestins qui animent des associations semi-légales comme le « Nucléo dos estudantes secundarios africanos de Mozambique » fondé en 1945 par Edouardo Mondlane.

1948 : soulèvement à Lourenço Marquès ; des centaines d'Africains sont déportés à Sao Thomé.

1956 : grève des dockers, 49 travailleurs sont assassinés.

16 juin 1960 : à Muedo 500 Africains

Août 1963 ; nouvelles grèves, nouveaux assassinats.

Devant la répression accrue, des pour tous les Mozambicains « oisifs », l'étranger, UDENAMO (Union Nationa-

le Démocratique du Mozambique) en 1960, MANU (Mozambique African National Union), en 1961, UNEMO (Union Nationale des Étudiants Mozambicains). C'est le 25 juin 1962 à Dar-es-Salam que les trois organisations fusionnent en une seule organisation, le Frélimo qui devient l'arme du peuple mozambicain dans sa lutte contre le colonialisme portugais et l'impérialisme.

Dans l'appel lancé au peuple mozambicain le premier président du Frélimo, Eduardo Mondlane, déclarait ; « Peuple du Mozambique, luttons tous unis, sans divisions tribale, raciste, ou religieuse contre l'ennemi commun, le colonialisme portugais, l'impérialisme ».

De 1962 à 1964, formation active de cadres politico-militaires pour préparer l'insurrection armée qui est déclenchée par l'attaque de la caserne de Chai le 25 septembre 1964 à 21 heures.

Une vie nouvelle naît dans les régions libérées, construction d'écoles, de postes sanitaires, d'hôpitaux, développement des cultures vivrières, formation de groupes d'auto-défense de village, mobilisation des masses dans des meetings fréquents où se construit la ligne politique de l'organisation lutte contre le tribalisme, le féodalisme, le racisme. Dans un contexte où l'économie du Mozambique est dans les mains des grandes puissances qui colonisent le Portugal lui-même, où la terre est à 60 % exploitée par les gros colons, le Frélimo envoie des cadres politiques mobiliser les masses paysannes qui affrontent la « nuit coloniale ». Partout dans les villages du Cabo Delgado, des discussions se tiennent sur la nécessité de s'organiser pour chasser les colonialistes. Les jeunes paysans enthousiasmés rejoignent les rangs du mouvement, coude à coude avec les premiers militants, dockers, employés de petites fabriques, ouvriers



Les massacres perpétrés par les colonialistes n'ont pu entraver la lutte du peuple mozambicain pour son indépendance l

agricoles des plantations de canne à conseillers bourreaux qui ont servi sucre. Le but de Frélimo : déclencher l'insurrection armée à partir des campagnes, s'appuyer sur les masses paysannes, consolider le pouvoir révolutionnaire dans les régions libérées pour encercler les villes.

### L'ACTION ENNEMIE SOUTENUE PAR L'IMPERIALISME

Les assauts contre les régions libérées, les bombardements au napalm, au phosphore, les défoliations, le génocide des populations comme à Wyriamu ou à Inhamiga, perpétrés par l'armée coloniale, sont les manifestations de la panique déclenchée dans l'appareil de répression colonial, par les succès sans cesse croissants des forces révolutionnaires du Frélimo. Aussi l'impérialisme dépêchera-t-il des

dans les armées yankee, britannique, allemande, française, sioniste. Il fera assassiner en 1969 Eduardo Mondiane pensant ainsi arrêter la lutte du peuple mozambicain. On verra une force de près de 30.000 hommes appuyés par l'aviation sud-africaine, par l'armée rhodésienne, pénétrer en chars, halftracks, bulldozers, pour « réinvestir » les régions libérées dans une opération intitulée « Nœud Gordien ». Cette armada repartira après quelques semai nes ayant perdu plus de 1000 hommes et un énorme matériel de guerre. « Nous avons planté des bananiers et du manioc sur les traces des chars et des bulldozers » nous dira un des dirigeants du Frélimo.

Tobias ENGEL.

(Suite la semaine prochaine)

Imp. RFI - Dir. de Publication C. REY - No de Commission Paritaire 51.165- Distribué par les NMPP